

MDR

REQUESTS FOR EQUIPMENT FROM NGOs

18 OCT 1995 - 15 APR 1996

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RHYNG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>51120</u>
BOX	<u>67</u>
FILE	<u>6</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>

15/1/96

SUMMARY OF NGOs' REQUESTS FOR HUMANITARIAN ASSISTANCE

REQUESTING ORGANIZATION	TYPE OF REQUEST	DATE
1. Association de Solidarité des Femmes Rwandaises (ASOFERWA)	Financial assistance	18 October 1995
2. Association Rwandaise pour la Solidarité (ARS)	Computers, photocopiers, vehicles, containers	20 November 1995
3. Foundation BARAKABAHO	Vehicles	23 November 1995
4. L'Association des Eglises Baptistes du Rwanda	Vehicles	04 January 1996
5. Chambre de Commerce et d'Industrie	4 fax 1 switchboard 8 computers 1 machine off-set 2 stencilors 3 vehicles (jeep, minibus, small car) 4 typwriters 6 photocopiers 5 office equipments (chairs) 6 televisions 6 video recorders 6 generators	17 January 1996
6. Université Adventiste d'Afrique Centrale (UAAC)	Office furniture, vehicles, pick up, vans, trucks, generators, garage tools, carpentry machine, tools, welding equipment, materials such as books and mpas	05 March 1996
7. Ligue Rwandaise pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (LIPRODHOR)	Vehicles	07 March 1996
8. Comité National Olympique du Rwanda (CNOR)	Request of priority in buying UNAMIR equipments	11 March 1996

REQUESTING ORGANIZATION	TYPE OF REQUEST	DATE
9. African Housing Fund (AHF)	Request of priority in buying UNAMIR equipments	11 March 1996
10. Eglise Adventiste du 7ème Jour au Rwanda (ASBL)	Vehicles	17 March 1996
11. Groupe Scolaire, ADB	<ol style="list-style-type: none">1. Mechanics: (Old spare parts for vehicles that have had accidents (engine, gear box, breakdown equipment etc.)2. Electricity: Refrigerators, iron box, welding machine, and tools set of generators)3. Electronics: Radio and other electronic equipment - Radio, computer video, TV set, mainly when there are some which are borken down	22 March 1996

REQUESTING ORGANIZATION	TYPE OF REQUEST	DATE
12. Association pour le Développement des Sciences Humaines/ARDES-asbl B.P. 2198 KIGALI	1. 2 Photocopieuses de grande capacité, matériel de reliure, 2 miniordinateurs avec imprimantes, 4 micros et des amplificateurs de son, 2 caméras vidéo et multisystème, 2 appareils photos, 2 enregistreurs de son du mobilier pour équiper une salle de conférence (200 chaises, 20 tables et 5 bureaux) des projecteurs et les slights des porte-voix sur véhicules des porte-voix portatifs des ouvrages pour la bibliothèques dans le domaine essentiellement du droit, de l'économie, de la sociologie	8 mars 1996

REQUESTING ORGANIZATION	TYPE OF REQUEST	DATE
ARDEC (Asbl)	Demande d'équipement	12/04/96
	<ol style="list-style-type: none">1. 5 Generators2. 4 Vehicles (Heavy-duty and Sedan)3. 2 Water Purification Units4. 5 Pumps5. 10 Tanks and Containers6. 20 Tents7. Office furniture/equipment (2 computers & 2 fax machines)8. 3 Photocopiers9. Radio/VHF Equipment10. 5 Freezers/Refrigerators11. Photograph/Microfilm Equipment (2 cameras)12. 3 TV/VCR sets)13. 4 Camping houses	

ARDEC (Asbl)

AGENCE RWANDAISE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA COOPERATION N A M I R
B.P. 1917; Tél. 7 3987 ; Fax 7 7919 ; Avenue de la Paix (près de la Préfecture)
KIGALI - RWANDA

RECEIVED

15 APR 1996

OFFICE OF THE SRSG

N A M I R

Kigali, le 12/04/1996

Réf n°: 031/96/RE/mf

A Monsieur l'Ambassadeur Shaharyar KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
de l'ONU à KIGALI.

Objet : Demande d'équipement.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

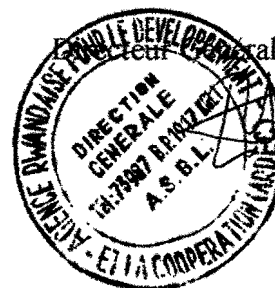
Au nom de la Présidente de l'ARDEC, je me dois de vous adresser nos sincères remerciements pour l'appui logistique que la MINUAR a apporté à l'ARDEC pendant plus d'un an. L'efficacité de ce soutien est telle que les populations de RUNDA sont convaincus que le projet de RUNDA est aussi un projet MINUAR.

Nous avons également été touchés par votre geste de nous permettre de savoir que l'ARDEC pourrait demander un matériel supplémentaire pour consolider son équipement.

C'est la raison pour laquelle je vous sou mets la liste de nos besoins compte tenu de nos engagements dans les domaines de fabrication de matériaux, de construction de l'habitat et de l'animation de la jeunesse pour la paix.

En attendant votre réponse, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre profonde gratitude.

Dr. RWABUHIHI Ezéchias



Reçu le : 5 AVR. 1996

Pl. keep -
we shall see how
after we have
received GOR's
reply - ED
Bd
S
15.4



20 December 1995

List of Equipment for Disposal

1. Generators	5
2. Vehicles (Heavy Duty and Sedan)	4
3. Water Purification Units	2
4. Pumps	5
5. Tanks and Containers	10
6. Tents	20
7. Office furniture/Equipment	(2 computers + 2 fax machines)
8. Photocopiers	3
9. Radio/VHF Equipment	—
10. Freezers/Refrigerators	5
11. Photograph/Microfilm Equipment	(2 cameras)
12. TV/VCR sets	3
13. Camping houses	4



Kigali, le 23 janvier 1996

Monsieur le Secrétaire général,

En l'absence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 janvier 1996 par laquelle vous sollicitez le concours de la MINUAR pour la réhabilitation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Rwanda (CCIR).

Je ne manquerai pas d'en porter le contenu à la connaissance de Monsieur S. Khan dès son retour et je ne doute pas qu'il lui accorde toute l'attention requise.

En attendant, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma considération très distinguée.

Le Directeur Exécutif
Chef de Mission a.i.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Wilfrid de Souza".

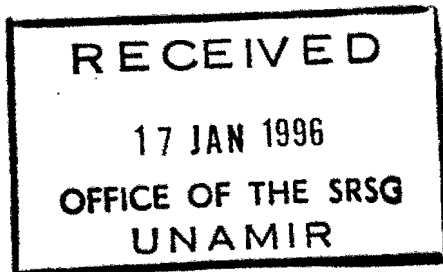
Wilfrid de Souza

Monsieur Antoine Munyakazi-Juru
Secrétaire général
Chambre de Commerce
et d'Industrie du Rwanda (CCIR)
B.P. 319
Kigali (Rwanda)



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU RWANDA
C.C.I.R.

B.P.319 KIGALI - RWANDA - AFRIQUE CENTRALE
Tél. : 83534 - 83537 - 83538 - 83541 Téléc : 22602 CCIR RW Fax : (250) 83532



Kigali, le 17 JAN 1996

N° 378 /15.04/03/LCK/95

A Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
SHAHARYAR KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies au Rwanda
KIGALI

ED we can acknow-
ledge, send a
copy to UNDP for
info + follow up
+ copy to CAO for
their eventual
contribution. He

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons l'honneur de recourir auprès de votre haute bienveillance pour solliciter un appui de l'UNAMIR à la réhabilitation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda (C.C.I.R.).

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, depuis la fin de la guerre 1994, la C.C.I.R a essayé de reprendre ses activités. Le secteur commercial et industriel du pays a été fortement frappé : les usines et établissements de commerce ayant été détruits et leurs équipements pillés pendant la guerre d'avril-juillet 1994.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda étant l'Organisme national chargé de l'encadrement et de la promotion du secteur industriel, commercial et des services, elle doit mettre sur pied un programme d'appui à la reprise des activités des entreprises frappées par la guerre, mettre à la disposition de ces entreprises et des promoteurs de nouveaux projets des instruments techniques leur facilitant le démarrage et le développement harmonieux de leurs activités, procéder à leur formation, etc... Bref, elle doit assumer le rôle de catalyseur dans le redémarrage du secteur commercial et industriel privé en particulier.

Malheureusement, elle a aussi été profondément touchée par la guerre et tous ses équipements qui devaient lui servir dans la mise en exécution de ce programme ont été détruits ou volés. L'on peut citer notamment:

- les équipements informatiques;
- les équipements de reproduction (machine off-set et ses accessoires, machines à écrire, stencileuses, etc...

Reçu le 18 JAN. 1996

.../...

Cpte N° 128300 BNR

010 - 0168601 - 96 BCR
2 - 256001 - 3070 - 32 BACAR

040 - 0010660 - 23 RWF/BK
10055 - 01 - 12 BCDI

- les équipements de transmission (Fax, Télex, machine à affranchir);
- les équipements de bureau;
- le matériel roulant (1 Minibus et 2 Voitures);
- l'immeuble de son Siège à KIMIHURURA dont les murs et les vitres ont été sérieusement endommagés;
- les rétroprojecteurs
- etc...

L'absence de ces équipements bloque pratiquement ses activités de sorte qu'à l'heure actuelle, ses bureaux régionaux dans les préfectures sont fermés et que le Secrétariat Général est dans l'incapacité de rendre aux entreprises les services qu'elles attendent d'elle.

Plus grave encore, la C.C.I.R est dans l'impossibilité de remplacer ces équipements. En effet, sa principale source de financement est constituée par les cotisations de ses membres. Or, comme nous l'avons déjà signalé, ceux-ci ont été touchés par la guerre de sorte qu'ils se débattent actuellement dans de difficultés insurmontables pour le redémarrage de leurs propres activités et ne sont point en mesure à l'heure actuelle de libérer ces cotisations.

Nous comptons sincèrement sur votre appui et vous prions de trouver en annexe nos besoins en équipements et leur destination.

Nous saisissons cette occasion, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, pour vous souhaiter tous nos meilleurs vœux de bonheur, de prospérité et de santé pour l'année 1996.

Antoine MUNYAKAZI-MURU

Secrétaire Général

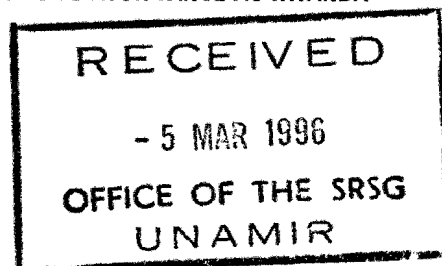
Copie pour information à:

- Mr. Adams
- Chief Executive
- Mr DESOUZA
- Assistant du RSSG

BESOINS EN EQUIPEMENT

Nombre	Equipement	Service
4	Fax Machine à affranchir	Les équipements de communication dont dispose la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda ont été pillés. Ils permettaient à la C.C.I.R de communiquer avec les Chambres de Commerce étrangères et les institutions nationales et internationales à buts similaires ainsi que ses propres membres.
1	Centrale téléphonique	<u>Aux opérateurs économiques:</u> Aux opérateurs économiques qui ne disposent pas d'équipements de communication nécessaires de pouvoir contacter l'extérieur ou l'intérieur du pays dans le cadre des relations d'affaires.
8	Ordinateur et accessoires (onduleurs + imprimante)	- 1 pour la gestion de banques de données relatives à l'information commerciale et économique - 1 pour le secrétariat de direction - 1 pour la comptabilité - 5 pour la formation.
1	Machine off-set et accessoires	- Reproduction de textes et ouvrages d'information à l'usage des milieux d'affaires et pour la formation.
2	Stencileuse électrique	- Multiplication de documents en faveur de ses membres et partenaires
3	Matériels roulants: - 1 Jeep tout terrain - 1 Minibus - Voiture	- Descentes sur terrain vers les bureaux régionaux - Accueil et déplacement des délégations étrangères en mission au Rwanda. - Déplacement des hommes d'affaires en missions organisées par la C.C.I.R - Déplacement du Secrétaire Général et des personnalités de marque en visite au Rwanda.
4	Machines à écrire (électriques et accessoires)	- Dactylographie (dans les bureaux régionaux)

6	Photocopieses	- Multiplication des documents
5	Tables et chaises de bureau et accessoires	- Equipements de bureau pour les bureaux régionaux et le secrétariat général
6	Rétroprojecteurs + 5 écrans TV	- Formation
6	Magnétoscopes	- Formation
6	Groupes électrogènes	- pour le siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda et les bureaux régionaux



NOTE TO THE SRSG

Subject: Prime Minister's request for a generator and a fax machine

1. Mr. Eustache MUNYANSHONGORE, Chief of Protocol in the Office of the Prime Minister, came to see me today to convey to me the following:

- During his recent visit to the prefectures, the Prime Minister premised the students of the Gendarmerie training center of Ruhengeri that UNAMIR would assist in providing a 380 KVA generator to that institution.

2. I told him that, to my knowledge, generators had already been given to both the Gendarmerie training center and the Communal Police school. However, I would look into the matter and keep him informed of what had actually been done in that respect.

3. The Chief of Protocol took the opportunity to add that UNAMIR had promised to give his Office a fax machine. He would be grateful if we could take the necessary follow-up action.

4. I told him that I was not aware of any such promise but that I would check. I shall keep you informed of my findings.

W S

Wilfrid De Souza
5 March 1996

cc: CAO

I want to discuss this now.

Shaheryar Khan

ED-CAO

SUMMARY OF NGOs' REQUESTS FOR HUMANITARIAN ASSISTANCE

REQUESTING ORGANIZATION	TYPE OF REQUEST	DATE
1. Association de Solidarité des Femmes Rwandaises (ASOFERWA)	Financial assistance	18 October 1995
2. Association Rwandaise pour la Solidarité (ARS)	Computers, photocopiers, vehicles, containers	20 November 1995
3. Foundation BARAKABAHO	Vehicles	23 November 1995
4. L'Association des Eglises Baptistes du Rwanda	Vehicles	04 January 1996
5. Chambre de Commerce et d'Industrie	4 fax 1 switchboard 8 computers 1 machine off-set 2 stencilors 3 vehicles (jeep, minibus, small car) 4 typewriters 6 photocopiers 5 office equipments (chairs) 6 televisions 6 video recorders 6 generators	17 January 1996
6. Université Adventiste d'Afrique Centrale (UAAC)	Office furniture, vehicles, pick up, vans, trucks, generators, garage tools, carpentry machine, tools, welding equipment, materials such as books and mpas	05 March 1996
7. Ligue Rwandaise pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (LIPRODHOR)	Vehicles	07 March 1996
8. Comité National Olympique du Rwanda (CNOR)	Request of priority in buying UNAMIR equipments	11 March 1996



Kigali, le 23 janvier 1996

Monsieur le Secrétaire général,

En l'absence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 janvier 1996 par laquelle vous sollicitez le concours de la MINUAR pour la réhabilitation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Rwanda (CCIR).

Je ne manquerai pas d'en porter le contenu à la connaissance de Monsieur S. Khan dès son retour et je ne doute pas qu'il lui accorde toute l'attention requise.

En attendant, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma considération très distinguée.

Le Directeur Exécutif
Chef de Mission a.i.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'W. de Souza'.

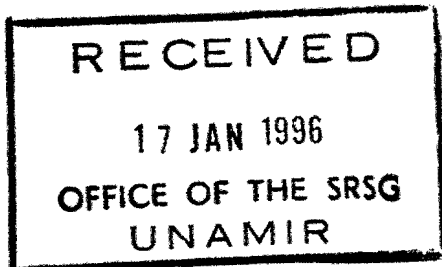
Wilfrid de Souza

Monsieur Antoine Munyakazi-Juru
Secrétaire général
Chambre de Commerce
et d'Industrie du Rwanda (CCIR)
B.P. 319
Kigali (Rwanda)



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU RWANDA
C.C.I.R.

B.P.319 KIGALI - RWANDA - AFRIQUE CENTRALE
Tél. : 83534 - 83537 - 83538 - 83541 Téléc : 22602 CCIR RW Fax : (250) 83532



Kigali, le 17 JAN 1996

N° 378 /15.04/03/LCK/95

A Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
SHAHARYAR KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies au Rwanda
KIGALI

ED we can acknow-
ledge, send a
copy to UNDP for
info + followup
+ copy to CAO for
their eventual
contribution. He

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons l'honneur de recourir auprès de votre haute bienveillance pour solliciter un appui de l'UNAMIR à la réhabilitation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda (C.C.I.R.).

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, depuis la fin de la guerre 1994, la C.C.I.R. a essayé de reprendre ses activités. Le secteur commercial et industriel du pays a été fortement frappé : les usines et établissements de commerce ayant été détruits et leurs équipements pillés pendant la guerre d'avril-juillet 1994.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda étant l'Organisme national chargé de l'encadrement et de la promotion du secteur industriel, commercial et des services, elle doit mettre sur pied un programme d'appui à la reprise des activités des entreprises frappées par la guerre, mettre à la disposition de ces entreprises et des promoteurs de nouveaux projets des instruments techniques leur facilitant le démarrage et le développement harmonieux de leurs activités, procéder à leur formation, etc... Bref, elle doit assumer le rôle de catalyseur dans le redémarrage du secteur commercial et industriel privé en particulier.

Malheureusement, elle a aussi été profondément touchée par la guerre et tous ses équipements qui devaient lui servir dans la mise en exécution de ce programme ont été détruits ou volés. L'on peut citer notamment:

- les équipements informatiques;
- les équipements de reproduction (machine off-set et ses accessoires, machines à écrire, stencileuses, etc...

Reçu le 18 JAN. 1996

.../...

†

- les équipements de transmission (Fax, Télex, machine à affranchir);
- les équipements de bureau;
- le matériel roulant (1 Minibus et 2 Voitures);
- l'immeuble de son Siège à KIMIHURURA dont les murs et les vitres ont été sérieusement endommagés;
- les rétroprojecteurs
- etc...

L'absence de ces équipements bloque pratiquement ses activités de sorte qu'à l'heure actuelle, ses bureaux régionaux dans les préfectures sont fermés et que le Secrétariat Général est dans l'incapacité de rendre aux entreprises les services qu'elles attendent d'elle.

Plus grave encore, la C.C.I.R est dans l'impossibilité de remplacer ces équipements. En effet, sa principale source de financement est constituée par les cotisations de ses membres. Or, comme nous l'avons déjà signalé, ceux-ci ont été touchés par la guerre de sorte qu'ils se débattent actuellement dans de difficultés insurmontables pour le redémarrage de leurs propres activités et ne sont point en mesure à l'heure actuelle de libérer ces cotisations.

Nous comptons sincèrement sur votre appui et vous prions de trouver en annexe nos besoins en équipements et leur destination.

Nous saisissons cette occasion, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, pour vous souhaiter tous nos meilleurs voeux de bonheur, de prospérité et de santé pour l'année 1996.

Antoine MUNYAKAZI-JURU

Secrétaire Général

Copie pour information à:

- Mr. Adams
- Chief Executive
- Mr DESOUZA
Assistant du RSSG

BESOINS EN EQUIPEMENT

Nombre	Equipement	Service
4	Fax Machine à affranchir	Les équipements de communication dont dispose la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda ont été pillés. Ils permettaient à la C.C.I.R de communiquer avec les Chambres de Commerce étrangères et les institutions nationales et internationales à buts similaires ainsi que ses propres membres.
1	Centrale téléphonique	<u>Aux opérateurs économiques:</u> Aux opérateurs économiques qui ne disposent pas d'équipements de communication nécessaires de pouvoir contacter l'extérieur ou l'intérieur du pays dans le cadre des relations d'affaires.
8	Ordinateur et accessoires (onduleurs + imprimante)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 pour la gestion de banques de données relatives à l'information commerciale et économique - 1 pour le secrétariat de direction - 1 pour la comptabilité - 5 pour la formation.
1	Machine off-set et accessoires	- Reproduction de textes et ouvrages d'information à l'usage des milieux d'affaires et pour la formation.
2	Stencileuse électrique	- Multiplication de documents en faveur de ses membres et partenaires
3	Matériels roulants: - 1 Jeep tout terrain - 1 Minibus - Voiture	<ul style="list-style-type: none"> - Descentes sur terrain vers les bureaux régionaux - Accueil et déplacement des délégations étrangères en mission au Rwanda. - Déplacement des hommes d'affaires en missions organisées par la C.C.I.R - Déplacement du Secrétaire Général et des personnalités de marque en visite au Rwanda.
4	Machines à écrire (électriques et accessoires)	- Dactylographie (dans les bureaux régionaux)

6	Photocopieuses	- Multiplication des documents
5	Tables et chaises de bureau et accessoires	- Equipements de bureau pour les bureaux régionaux et le secrétariat général
6	Rétroprojecteurs + 5 écrans TV	- Formation
6	Magnétoscopes	- Formation
6	Groupe électrogène	- pour le siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda et les bureaux régionaux

**ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DES SCIENCES HUMAINES/ARDES-asbl
B.P. 2198 KIGALI**

Kigali, le 8/3/1996

Monsieur l'Ambassadeur SHAHARYAR KHAN
C/O MINUAR KIGALI

Objet : Demande d'assistance Monsieur l'Ambassadeur,
Programme "éducation populaire
pour la paix".

L'Association pour le développement des sciences humaines est une organisation non-gouvernementale sans but lucratif de droit rwandais reconnue par la loi. Les objectifs et les activités portent sur le développement de l'homme et de la population notamment par l'apprentissage des règles de comportement social et juridique, la sensibilisation aux idéaux de valeurs positives telles que :

- l'information et l'assistance juridiques aux démunis ;
- les règles de conduite par l'autoécole (code de la route) ;
- l'éducation populaire pour la paix.

Le programme "éducation populaire pour la paix", commencé en novembre 1992 a notamment permis d'organiser des cycles de conférences dont le dernier en date, organisé à Kigali et à Butare en novembre 1995 a consacré le thème relatif aux "FALCIFICATIONS HISTORIQUES, LA PRESSE ET LE GENOCIDE AU RWANDA"

ARDES-asbl, pour atteindre les objectifs inscrits dans ce programme d'éducation populaire pour la paix et dans la mesure où le sujet est d'un intérêt évident et vu le besoin urgent pour le Rwanda dans la conjoncture actuel, voudrait solliciter de la part de la MINUAR, la mise à disposition d'un équipement dont la liste, à titre indicatif, est la suivante :

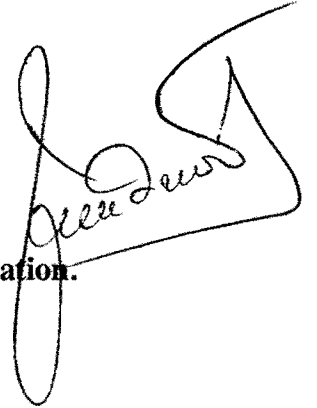
- deux photocopieuses de grande capacité ;
- du matériel de reliure ;
- deux miniordinateurs avec imprimantes ;
- quatre micros et des amplificateurs de son ;
- deux caméra vidéo multisystème ;
- deux appareils photos ;
- deux enregistreurs de son ;
- deux appareils vidéo et leurs magnétoscope ;
- un véhicule ;
- du mobilier pour équiper une salle de conférence (200 chaises, 20 tables et 5 bureaux) ;
- des projecteurs et les slighs ;
- des porte-voix sur véhicules ;
- des porte-voix portatifs ;
- des ouvrages pour la bibliothèque dans le domaine essentiellement du droit, de l'économie, de la sociologie.

En espérant votre compréhension et votre action diligente dans le cadre des idéaux que nous partageons par ailleurs et dont ARDES-asbl entend poursuivre la promotion, je vous prie d'agréer Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

Pour l'ARDES-asbl

Anastase NDEREBEZA.

Membre du Conseil d'Administration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anastase NDEREBEZA', written over a horizontal line.

ARDES TABLE RONDE

B.P. 2198 KIGALI

Tél.: 77073

PROGRAMME EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA.

1. Responsable du Programme: ARDES TABLE RONDE.

ARDES TABLE RONDE est un club de réflexion et de vulgarisation, apolitique, placé sous la responsabilité juridique de l'association sans but lucratif, privée, dénommée "Association Rwandaise pour le Développement des Sciences Humaines", ARDES-asbl en sigle, agréée officiellement par Arrêté Ministériel n° 085 du 26 juin 1989. La création de ce club rentre dans les activités de l'ARDES, qui sont: études et recherches, vulgarisation, formation.

2. Raison d'être et objectifs du Programme:

Le Rwanda est un pays périodiquement secoué par des conflits sociaux sanglants surtout quand il s'agit de la lutte pour le pouvoir. Ces conflits opposent souvent des ethnies, des régions ou des adhérents des partis politiques. Déjà, depuis 1990, le Rwanda vit un conflit armé qui oppose une formation politique armée venant de l'extérieur (le FPR) et le Gouvernement rwandais. Il y a aussi des troubles sanglants à l'intérieur du pays. D'autres facteurs génèrent des conflits sociaux: économie chancelante, administration boiteuse de la justice, inégalité dans la répartition des richesses, les réfugiés politiques, les émigrés économiques et les déplacés de toute sorte (guerre, expropriation, etc.).

Tous ces problèmes ont inspiré aux membres du club ARDES TABLE RONDE l'idée du programme "EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA".

Par le programme "EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA", ARDES TABLE RONDE a pour objectif de favoriser la paix sociale dans le pays, en développant l'esprit de tolérance et de non-violence ainsi que l'esprit d'une bonne gestion de la société, en réduisant des tensions dues aux conflits sociaux basés notamment sur l'ethnisme, le régionalisme, les différences sociales et idéologiques, et ainsi en prévenir la reproduction dans l'avenir.

3. Activités, groupes sociaux visés, méthodologie:

Le Programme EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA va consister en une série d'actions de sensibilisation de la population au niveau de toutes ses couches, tels que les milieux scolaires et étudiants, les milieux des paysans, des hommes d'affaires, des artisans, des magistrats et les milieux politiques. La sensibilisation sera continue et se fera en stimulant les échanges d'idées et les débats sur des problèmes cruciaux du pays ci-haut mentionnés; les résultats des réflexions et débats seront

ARDES TABLE RONDE

B.P. 2198 KIGALI (RWANDA)

Tél. (00)250/77073

PROGRAMME EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA. (Détailé).

Nom du Programme : EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA.

Emplacement : KIGALI (RWANDA).

Lieu d'exécution : RWANDA.

Responsable du Programme: ARDES TABLE RONDE/ARDES-asbl.

Adresse complète : ARDES TABLE RONDE
B.P. 2198 KIGALI-RWANDA (Afrique Centrale).
Tél. : (00) 250/77073

Durée du Programme : Indéterminée (Programme pluriannuel).

I. ORIGINE DE L'ORGANISATION ET DU PROGRAMME

A. ORIGINE DE L'ORGANISATION.

ARDES TABLE RONDE est un club de réflexion et de vulgarisation, apolitique, placé sous la responsabilité juridique de l'Association sans but lucratif, privée, dénommée "Association Rwandaise pour le Développement des Sciences Humaines", ARDES-asbl en sigle, agréée officiellement par Arrêté Ministériel n° 085 du 26 juin 1989. La création de ce club rentre dans les activités de l'ARDES, qui sont: études et recherches, vulgarisation, formation.

B. RAISON DU PROGRAMME.

Le Rwanda est un pays périodiquement secoué par des conflits sociaux sanglants surtout quand il s'agit de la lutte pour le pouvoir. Ces conflits opposent souvent des ethnies, des régions ou des adhérents des partis politiques. Déjà, depuis 1990, le Rwanda vit en conflit armé qui oppose une formation politique armée venant de l'extérieur (le FPR) et le Gouvernement Rwandais. Il y a aussi des troubles sanglants à l'intérieur du pays. D'autres facteurs génèrent des conflits sociaux: économie chancelante, mauvaise administration de la justice, les réfugiés politiques, les émigrés économiques et les déplacés de toute sorte. Tous ces problèmes ont inspiré aux membres du club ARDES TABLE RONDE l'idée du programme "EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA".

II. BUTS ET OBJECTIFS DU PROGRAMME.

Par le Programme "EDUCATION POPULAIRE POUR LA PAIX AU RWANDA", ARDES TABLE RONDE a pour but de favoriser l'esprit de tolérance et de non-violence et l'esprit d'une bonne gestion de la société, en réduisant des tensions dues aux conflits sociaux basés

notamment sur l'ethnisme, le régionalisme, les différences sociales et idéologiques, et ainsi en prévenir la reproduction dans l'avenir.

Comme effets pratiques escomptés, l'exécution de ce programme est de nature à créer au sein de la population un climat favorable à la réconciliation nationale, à assurer les réfugiés pour leur retour dans le pays et contribuer à la prévention des conflits sociaux de toutes sortes.

III. DESCRIPTION DU PROGRAMME.

A. ACTIONS A MENER.

Les actions à mener vont se succéder méthodiquement comme suit:

- Identification et analyse des situations et faits susceptibles de perturber la paix sociale;
- Etude des solutions possibles;
- Débats sur des solutions possibles;
- Vulgarisation et sensibilisation du public;
- Information et orientation du public;
- Suivi et évaluation des résultats;
- Mise en place d'une structure organisationnelle permanente de suivi de l'exécution du programme.

1. Identification et analyse des situations et faits susceptibles de perturber la paix sociale.

Les situations ou faits peuvent se présenter sous trois aspects:

- Situations ou faits socio-politiques et juridico-administratifs;
- Situations ou faits socio-culturels;
- Situations ou faits socio-économiques.

Puisque les situations évoluent et les faits changent avec le temps, l'identification et l'analyse doivent être continues.

De temps en temps, des sondages d'opinion et des enquêtes seront nécessaires pour mieux effectuer l'identification et l'analyse des situations ou des faits. Ci-après quelques situations ou faits à analyser.

a. Situations ou faits socio-politiques et juridico-administratifs:

- Administration et organisation de la justice;
- Formation et information juridique;
- Droits de l'Homme (information, exercice et défense);
- Sécurité des personnes et des biens;
- Protection de la population pendant la guerre et en cas de sinistres;
- Organisation et gestion politico-administrative du pays;
- Les réfugiés;
- Encadrement administratif et politique des déplacés de guerre;
- Les militaires et la politique;

- Education civique et politique de la jeunesse;
- Démocratisation du pays(partis politiques, institutions démocratiques, codé électoral, organisation des élections, respect et exercice des droits politiques, ...).

b. Situations ou faits socio-économiques:

- Répartition du revenu national;
- Chômage et création d'emplois;
- Régime foncier;
- Assistance aux déplacés de guerre;
- Réhabilitation des zones ravagées par la guerre;
- Approvisionnement de la population en produits de première nécessité;
- Réinsertion socio-économique des réfugiés;
- Emigrés économiques;
- Réinsertion professionnelle des militaires démobilisés.

c. Situations ou faits socio-culturels:

- Organisation et gestion de l'enseignement;
- Formation et information de la population;
- Délinquance juvénile.

L'analyse de ces situations ou faits permettrait de relever et de mesurer l'ampleur des problèmes y relatifs susceptibles de perturber la paix ou qui la perturbent déjà en vue soit de chercher à temps des mesures préventives, soit de trouver des solutions de nature à rétablir la paix et l'ordre.

2. Etude des solutions possibles.

Les études en vue de trouver des solutions possibles aux situations ou faits qui perturbent ou qui risquent de perturber la paix seront menées par des experts. Conformément aux divers aspects des problèmes à analyser et à résoudre, il y aura principalement:

- des études socio-politiques (et juridico-administratives);
- des études socio-économiques;
- des études juridico-administratives.

Quelquefois, des sondages d'opinion et des enquêtes s'avéreront nécessaires pour mieux mener ces études.

- Selon le cas, les études auront pour objectif,
- soit de dégager des solutions susceptibles de contribuer à la résolution d'un conflit social qui existe;
 - soit de dégager des mesures préventives à un conflit qui risque d'éclater.

3. Débats sur des solutions possibles.

Les solutions qui auront été dégagées par un expert ou une équipe d'experts seront chaque fois soumises à une analyse critique des autres experts en vue d'en vérifier la qualité et la pertinence avant leur diffusion au public ou aux organismes susceptibles de les mettre en oeuvre.

Pour effectuer ladite analyse critique, des débats sur des solutions possibles dégagées par les études seront organisés à l'occasion des colloques, des tables rondes, des séminaires-débats ou des conférences-débats.

Pareils débats permettront de se fixer définitivement sur des solutions pertinentes à diffuser.

4. Vulgarisation et sensibilisation du public.

Les solutions définitives retenues susceptibles de contribuer à la résolution des questions posées feront objet de vulgarisation au public. Celui-ci sera largement informé et sensibilisé sur ces solutions. Plusieurs moyens de vulgarisation et de sensibilisation seront utilisés en fonction des groupes-cibles choisis, selon le cas ou le sujet traité:

- Formation extra-académique (cours du soir, cours par correspondance, séminaire de formation etc...);
- Séminaires d'information;
- Conférences;
- Publication d'une revue périodique de vulgarisation;
- Publication régulière des brochures, cahiers, fiches, affiches, etc...;
- Mass média (journaux, films, télévision, radio, etc...).

D'ores et déjà, la publication d'une revue de vulgarisation, en kinyarwanda et en français, trimestrielle au début peut être d'une grande utilité pour la diffusion des informations.

5. Information et orientation du public.

L'action "Information et orientation du public" va consister à une intervention auprès des individus qui ont des problèmes spécifiques. En effet, l'accumulation des frustrations au niveau individuel, à la suite notamment à une administration (publique ou privée) qui ne donne pas suite à la demande d'un citoyen ou à une mauvaise justice, peut être un facteur d'insécurité qui, à la longue, peut troubler ou menacer la paix sociale.

Pour cette action, un service permanent est mis à la disposition du public pour orienter des individus et leur donner des informations adéquates de nature à les aider à trouver des solutions à leurs problèmes.

Mis à part les problèmes économiques, puisque la plupart des problèmes rencontrés par les individus dans leur vie quotidienne dans la société sont d'ordre juridique et administratif, les orientations et les informations données au public par ce service seront principalement juridiques et administratives. Mais l'action se limitera uniquement à des informations et orientations sous forme de conseils et non à une assistance juridique, type d'avocats dans les tribunaux.

Pareil service a déjà démarré des activités à Kigali au Secrétariat Général de l'ARDES. Les mêmes activités vont bientôt démarrer dans d'autres agences déjà ouvertes de l'ARDES dans les

Préfectures, à savoir: BUTARE, CYANGUGU, KIBUYE, GISENYI, RUHENGARI et KIBUNGO(Rwamagana).

6. Suivi et évaluation des résultats.

Régulièrement, il sera procédé à l'évaluation des résultats atteints par l'action de vulgarisation et de sensibilisation du public.

Différentes techniques d'évaluation seront utilisées dont notamment des sondages d'opinion et des enquêtes.

7. Mise en place d'une structure organisationnelle permanente de suivi de l'exécution du programme.

L'exécution du programme "Education Populaire pour la Paix au Rwanda" tel que décrit ci-haut nécessite la mise en place d'une structure permanente pour le suivi et la coordination du programme.

La structure doit être aussi légère que possible, mais opérationnelle et efficace.

Ainsi, il y aura:

- une coordination nationale, au Secrétariat Général de l'ARDES;
- une représentation régionale, aux différentes agences de l'ARDES dans les préfectures.

Cependant, pour commencer, en plus de la coordination nationale fixée dans la Ville de KIGALI, la représentation régionale se limitera uniquement en deux endroits, BUTARE et RUHENGARI.

Raisons du choix de ces endroits:

- Grandes agglomérations;
- Milieux intellectuels, de recrutement des dirigeants du pays;
- Rassemblement de toutes les couches sociales (urbains, intellectuels, paysans, artisans, étudiants, religieux, hommes d'affaires, chômeurs, etc.);
- Les idées et le comportement de ces milieux influencent grandement le reste du pays;
- Disponibilité des ressources humaines sur place.

Cependant, ces représentations installées à KIGALI, BUTARE et RUHENGARI étendront leurs actions dans les préfectures voisines.

En définitive, tenant compte de ce qui précède et des actions à mener dans le cadre du présent programme, la structure organisationnelle permanente à mettre en place se présente comme suit:

(1) Coordination nationale:

- Secrétariat de la Coordination nationale;
- Service chargé des questions socio-politiques;
- Service chargé des questions juridico-administratives;
- Service chargé des questions socio-économiques et culturelles.

(2) Représentations régionales (BUTARE, RUHENGIERI):

Une telle structure nécessite le recrutement d'un personnel permanent suivant:

- Un coordinateur national (A0);
- Un chargé des questions socio-politiques (A0);
- Un chargé des questions juridico-administratives (A0);
- Un chargé des questions socio-économiques et culturelles (A0);
- Un chef de Secrétariat (A2);
- Un secrétaire-dactylographe (A3);
- Deux représentants régionaux (A0);
- Deux secrétaires-dactylographes (A3).

B. RESSOURCES HUMAINES.

Pour mener à bien les actions prévues au Programme "Education Populaire pour la Paix au Rwanda" telles que ci-haut décrites, en plus du personnel permanent, des experts compétents sont nécessaires.

L'ARDES dispose déjà d'experts de haut niveau qui participe déjà à ses activités:

- Experts, membres de l'ARDES TABLE RONDE, au nombre de 15 personnes pour le moment, de niveau A0;
- Experts-consultants occasionnels peuvent aussi être recrutés.

C. GROUPES-CIBLES (voir groupes-cibles prioritaires par thème au point F ci-dessous).

Diverses catégories sociales et professionnelles seront touchées en fonction du thème et de l'objectif envisagés. Il s'agira notamment des hommes politiques, des intellectuels, des magistrats et personnel d'ordre judiciaire, des journalistes, des étudiants, des hommes d'affaires, des artisans, des femmes, avocats, des divers ouvriers, des paysans, etc..

D. COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISMES.

Pour mieux réussir le présent programme, la collaboration avec d'autre organismes, tant du secteur public que privé, s'avère indispensable. Cette collaboration est déjà une réalité; l'on pourrait citer notamment la collaboration avec le CCOAIB, le Centre IWACU, le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, l'AMA, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture et la Communauté Française de la Belgique. D'autres contacts sont en cours.

La collaboration avec d'autres organismes sera recherchée principalement en fonction des objectifs similaires poursuivis et du public touché facilement. La priorité est donnée comme suit;

1. Organismes publics.

- Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal, Préfectures et Communes;
- Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire;

- Ministère de l'Information ;
- Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif;
- Ministère du Travail et des Affaires Sociales;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture;
- Ministère de la Famille et de la Promotion Féminine;
- Office Rwandais d'Information (Radio, Télévision, Presse écrite).

2. Organismes religieux.

- Conseil Episcopal du Rwanda, Diocèses et Paroisses;
- Conseil Protestant du Rwanda & différentes confessions protestantes;
- Associations des Musulmans du Rwanda.

3. Associations professionnelles et syndicats.

4. Organismes non gouvernementaux (ONG).

- Mouvements féminins;
- Collectifs des ONG (CCOAIB, OVPR, ...);
- ONG ayant buts similaires (i.e. Centre IWACU);
- Associations de journalistes;
- Organisations de défense des droits de l'homme.

E. CALENDRIER ANNUEL DES ACTIVITES (voir activité pour la 1ère année du Programme au point)

- 4 analyses et études de cas (soit 1 par trimestre);
- 4 séminaires ou colloques sur des cas étudiés;
- 50 conférences publiques;
- 3 sessions de formation (de 1 à 3 mois chacune) ou 11 séminaires de formation (de 3 à 5 jours chacun);
- Une revue trimestrielle de vulgarisation;
- Une émission radiodiffusée (\pm 30 minutes)/trimestre;
- Une affiche et un dépliant par cas analysé et étudié;
- Une brochure par cas analysé et étudié;
- Une évaluation annuelle des résultats;
- Accueil permanent du public (2 fois la semaine) pour information et orientation (juridique et administrative), par agence.

F. DEFINITION DE QUELQUES THEMES.

1. L'ethnisme, le régionalisme, le clanisme et l'exercice du pouvoir au Rwanda.

Considéré comme le recours au groupe socio-politique auquel on appartient dans la lutte pour l'accession au pouvoir ou dans l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire sa conservation, l'ethnisme au Rwanda s'est servi du régionalisme pour atteindre ses objectifs; le régionalisme étant entendu comme un mode dérivé de la cooptation à longue échelle. Dans d'autres pays, l'ethnisme ou le tribalisme et le régionalisme sont directement liées du fait que les ethnies, les tribus et les clans sont historiquement localisés dans l'espace où ils sont un mode de production unificateur. Ce facteur contribue de "facto" à la réduction des conflits interethniques et/ou tribaux par le fait que pour qu'une ethnie ou une tribu attaque une autre, il faudrait préalablement une

organisation de la force armée, ce qui est impossible dans des Etats unitaires où chaque circonscription administrative a un détachement de la force armée nationale pour veiller à la sécurité des personnes, des biens et des services.

Au Rwanda par contre, les ethnies habitent indistinctement ensemble et on aurait cru à une véritable intégration sociale, une véritable symbole. mais hélas, tel n'est pas le cas. Plutôt que cette situation contribue à renforcer l'harmonie et la cohérence sociale, elle a exacerbé les conflits interethniques car le véhicule des idéologies divisionnistes est très facile et lorsque des affrontements éclatent, on ne cherche pas très loin sa victime.

La restauration de la paix et de la concorde nationale exige en dernière instance l'instauration d'un "Nouvel Ordre socio-politique au Rwanda" fondé sur la réforme en profondeur des structures et de l'organisation politico-administratives, le respect inconditionnel des droits de l'homme et de la personne, la consolidation de la liberté d'opinion etc. Pour atteindre cet objectif, l'accélération du processus démocratique par le biais du multipartisme et l'instauration d'un véritable Etat de droit qui crée les mécanismes de défense et de protection de tous les droits et libertés individuels et/ou collectif ainsi que l'alternance au pouvoir est une voie incontournable.

2. La guerre d'octobre 1990: causes et conséquences socio-politiques.

La guerre d'octobre 1990 a surpris le Rwanda sous l'emprise d'une crise socio-économique consécutive à la crise économique internationale dont les retombées ont affecté sérieusement notre pays. Mais ce sont surtout les revendications démocratiques issues du vaste mouvement en provenance de l'Europe de l'Est (PERÉSTROIKA) qui sont considérées comme les principales sources d'instabilité sociale et l'une des causes immédiates de la guerre d'octobre 1990.

Cependant, c'est la cristallisation du problème des réfugiés rwandais qui aura constitué le "centre d'intérêt" de la guerre d'octobre 1990 de même que les revendications d'ordre démocratique et/ou humanitaire qui fondent sa légitimité sur le plan formel.

C'est donc dans cette ambiance d'effervescence socio-politique et économique que le Front Patriotique Rwandais (FPR-INKOTANYI) a lancé son attaque contre le Rwanda le 1er octobre 1990. Cette guerre, on s'en souvient encore, a nourri la chronique de l'actualité internationale et a attiré beaucoup l'attention de la communauté internationale.

En effet, alors que celle-ci avait comme priorité la résolution du problème des réfugiés rwandais qui viennent de passer plus de trente ans d'exil, elle a entraîné une autre vague de réfugiés intérieurs (près d'un million actuellement) dont la survie dépend actuellement et en grande partie des efforts de la communauté internationale. Par ailleurs, la persistance de la

guerre pourrait menacer gravement la paix sociale et la stabilité politique et bloquer le processus démocratique.

3. La géopolitique pour la paix et le développement dans les pays de la sous-région.

Parler de la géopolitique pour la paix et le développement dans les pays de la sous-région des Grands Lacs implique avant tout la détection des facteurs d'insécurité dans la sous-région car la paix est un idéal et son contraire c'est la "guerre". Par ailleurs, il ne pourrait y avoir de paix sans la "prévention des phénomènes générateurs de l'insécurité".

Mais qu'est-ce que la sécurité ou l'insécurité et comment définir la sécurité sous-régionale en Afrique des Grands Lacs ?

Le concept "sécurité" implique aussi bien des éléments physiques et matériels que moraux. Il signifie frontières sûres et territoire sous contrôle et exempt de toute ingérence. Il signifie aussi la confiance intérieure, la tranquillité d'esprit qui résulte de la croyance que tout danger est occulté parce qu'on a pris toutes les mesures préventives nécessaires.

Un Etat peut donc se croire en sécurité lorsqu'ils sont réunies toutes les conditions normales à l'exercice en toute liberté de la souveraineté nationale à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières internationalement reconnues. Ainsi donc, toutes ces acceptions (nous) conduisent à dire que le concept sécurité implique une dimension militaire: la défense armée; une dimension politique: une idéologie; et enfin une dimension économique: le développement. mais à ces trois éléments fondamentaux on y adjoint généralement un espace géographique interne: le consensus national et un espace géographique externe: sous-régional, régional ou international.

Parler de sécurité sous(régionale ou régional revient donc à s'intéresser aux causes communes d'insécurité pour l'ensemble de la sous-région ou région considérée.

En effet, alors que dans les années 1960 la menace à la sécurité sous-régionale et régionale était perçue à travers l'opposition des anciennes métropoles à l'émancipation des peuples africains, aujourd'hui tout est devenu cause d'insécurité: l'imbrication des mécanismes économiques, sociaux, idéologiques et politiques, l'instabilité politique et sociale, les rivalités ethniques et régionales et la stagnation de l'aide au développement.

Dans cette optique, l'insécurité sous-régionale veut dire impossibilité d'exercer le pouvoir, entrave à la souveraineté, violations des frontières, absence de cohésion sociale, les contestations, les subversions et rebellions, les guerres civiles ou de successions etc.

La géopolitique sous-régionale est caractérisée par la dialectique impure et instable de la lutte interethnique qui a entraîné de nombreux réfugiés notamment au Rwanda et au Burundi,

l'inégale répartition des richesses économiques et les divergences politico-idéologiques.

Une nouvelle géopolitique pour la "paix et le développement" devra se baser sur la réduction des phénomènes d'instabilité politique et sociale notamment la résolution globale du problème des réfugiés de la sous-région, le respect par tous les pays des libertés individuelles ou collectives, le rejet de l'oppression et de la dictature et par voie de conséquence l'instauration de la démocratie pluraliste.

Sur le plan économique, le développement de la sous-région nécessite le renforcement et la mise en oeuvre efficace des mécanismes de coopération conçus à travers les traités ou accords bilatéraux ou multilatéraux (cas de la CEPGL et de la ZEP).

4. Le rôle des partis politiques dans le processus de paix au Rwanda.

L'avènement du multipartisme a coïncidé avec la guerre, donc dans un contexte socio-politique plutôt morose. Néanmoins, malgré la psychose de la guerre, la population a massivement adhéré aux partis politiques qui se sont vite multipliés et nettement démarqués, sur le plan idéologique de l'ancien parti unique, le Mouvement révolutionnaire National pour le Développement (MRND). Sans tarder, ces partis politiques sont entrés sur la scène politique et ont forcé l'ancien parti unique à partager le pouvoir.

Dans le cadre de la résolution pacifique de la guerre d'octobre 1990, il est à noter que l'arrivée de nouveaux acteurs politiques a inauguré une nouvelle conception de la guerre et une nouvelle approche. En effet, alors que ce conflit était perçu à travers le prisme de la bipolarité politique au Rwanda (lutte entre la monarchie et la république) les partis politiques d'opposition l'appréhendèrent dans le contexte du renouveau démocratique, ce qui a contribué positivement à l'évolution des négociations d'ARUSHA, malgré la complexité des enjeux. Néanmoins, les divergences idéologiques qui ont caractérisé ces partis ont souvent conduit à des affrontements sérieux qui ont accéléré le rythme de l'insécurité et de la violence sociale.

Les partis politiques devront contribuer positivement au processus de paix en agissant comme des groupes de pression contre les abus du pouvoir, en informant et en formant leurs adhérents sur les problèmes cruciaux du pays notamment ceux qui sont cause d'insécurité pouvant déboucher à la rupture de la paix sociale, en luttant contre l'oppression et la violence, en respectant et en faisant respecter la liberté d'expression et d'opinion; en luttant pour la répartition équitable du "Bonheur National" (Produit National Brut) et contre la gabegie financière; en militant en faveur du respect des droits de l'homme, des libertés individuelles et/ou collectives et à l'instauration d'un véritable Etat de droit.

5. Les forces armées et la politiques pour une paix durable.

Les forces armées sont l'une des expressions essentielles de la souveraineté nationale et internationale, c'est-à-dire qu'elles permettent le respect de l'intégrité territoriale et de la

stabilité intérieure. En effet, la présence ou le renforcement des forces armées résultent de la constatation a priori d'une insécurité.

Cependant, pendant toute la période qui a caractérisé les régimes à parti unique en Afrique, l'armée était considérée comme un des organes du parti et servait à la pérennité de ces régimes au pouvoir. L'on peut donc dire que l'armée ne servait pas les intérêts généraux de la nation, mais plutôt elle servait les intérêts de la classe dirigeante.

Avec le vaste mouvement de changements issu de la chute des régimes dictatoriaux de l'Europe de l'Est, les forces armées semblent rester du côté des forces conservatrices, ce qui entrave les changements amorcés dans beaucoup de pays africains.

Au Rwanda, le processus démocratique sera conditionné à la résolution de la guerre. Il est donc un élément important que les forces armées occupées à protéger la souveraineté et l'intégrité nationale ne pouvaient être le monopole d'un parti. Néanmoins, certains éléments d'entre-elles sont impliqués aujourd'hui dans le cercle infernal de la criminalité et du banditisme sous diverses formes. Par ailleurs, ce phénomène ne semble pas intéresser outre mesure les pouvoirs publics qui deviennent pratiquement impuissants. De même, du fait de la perspective de démobilisation d'une grande partie de l'armée, comme stipulé dans les accords d'ARUSHA, il est à craindre que la criminalité et le banditisme armés n'atteignent un point de non retour si des mesures sérieuses de contrôle des désertions et de dissuasion des criminels ne sont pas prises.

Les forces armées, dans le contexte de la politique pluraliste devront donc garder leur neutralité, tout en suivant de près le cours des événements. Elles devront se garder de montrer leurs penchants politiques de peur de susciter l'hostilité d'une partie de la classe politique nationale. Enfin, ce n'est qu'en respectant les lois et règlements militaires et en veillant scrupuleusement au maintien de l'ordre public que les forces armées contribueront positivement à l'avènement d'une paix durable.

6. Le rapatriement des réfugiés rwandais.

Les réfugiés rwandais sont recensés de part et d'autres dans le monde et, pour une sorte d' "agir communicationnel" ils ont constitué une véritable "diaspora" rwandaise.

Le problème des réfugiés rwandais est vieux de plus de trente ans. A plusieurs reprises, ils ont tenté leur retour forcé mais en vain. L'accalmie que l'on a observé durant la deuxième République leur aura permis de repenser les stratégies et de mettre en place une organisation des moyens. Bref, au déclenchement de la guerre d'octobre 1990, toutes les conditions et préalables à la conduites de la guerre étaient réunies: forces armées, moyens économiques et financiers, moyens politico-idéologiques.

C'est dans ce contexte que le conflit rwandais a fait coulé beaucoup d'ancres et a attiré et mobilisé la communauté internationale, car leurs revendications fondées sur la démocratie,

le rapatriement inconditionnel des réfugiés et les droits de l'homme étaient extrêmement sensibles au regard de la nouvelle donnée internationale.

Cependant, le rapatriement des réfugiés rwandais ne se fera pas sans problème. En effet, après trente ans de développement et de vie séparés, l'intégration sera difficile voire très délicate, car il est à craindre des réactions de "Roll-back" (refoulement) du fait que l'agressivité individuelle et/ou collective développée pendant la guerre n'aura pas disparu, de même que les impulsions agressives ou belliqueuses accumulées pendant trente ans d'exil mettront certainement du temps pour disparaître. C'est pourquoi le gouvernement rwandais devra mettre en place un ensemble de mécanismes de détection et de prévention de ces genres de réactions qui peuvent déboucher de nouveau à un conflit civil et prévoir des sanctions approfondies aux contrevenants.

7. Le rôle de la société civile et son organisation dans le développement socio-économique et dans l'édification de la démocratie au Rwanda.

La société civile est généralement composée des syndicats, des associations sans but lucratif et organisations non gouvernementales, etc...

Depuis longtemps, le rôle de la société civile a été très important dans le développement socio-économique, car c'est la classe la plus entreprenante. Par le syndicalisme, il y a eu évolution du bien être de la société tandis que les associations ont toujours lutté, dans les domaines qui les concerne, pour le développement intégral contre les injustices sociales, la violation des droits de l'homme etc.

Au Rwanda, bien que la société civile n'est pas encore bien organisée, il y a lieu d'espérer que l'émergence des différentes associations de défense des droits de l'homme, de développement coopérative et/ou de recherche, de promotion de la culture rwandaise etc seront le leitmotiv du développement socio-économique et de l'édification de la démocratie.

En ce qui concerne la démocratie précisément, la société civile agit comme groupe de pressions, dont elle reste le principal, donc comme régulateur du pouvoir; elle agit ensuite comme modérateur entre le pouvoir et les partis politiques et enfin, elle participe activement à l'éducation des masses en vue du changement des mentalités pour aboutir à une mentalité démocratique nouvelle. Tel sera donc le rôle essentiel de la société civile.

8. L'assistance aux victimes de la guerre et la réhabilitation de l'après-guerre.

La guerre d'octobre 1990 a entraîné un nombre impressionnant de réfugiés "intérieurs", au total près d'un million dans trois ans. C'est donc dire qu'aujourd'hui, le Rwanda se trouve sous l'emprise d'une double crise des réfugiés, crise qui doit absolument être résolue: celle des réfugiés internes et des réfugiés extérieurs. Ainsi donc, tout en affirmant le droit au retour au pays des rwandais de la diaspora, le gouvernement

rwandais est actuellement confronté au problème de survie d'un million de citoyens déplacés par la guerre dont il doit garantir les conditions minimales de vie. Seul le gouvernement rwandais ne peut pas arriver à cet objectif. D'où son appel très pressant à l'assistance nationale et internationale. Mais cette assistance ne pouvant pas être maintenue éternellement, la solution de ce problème réside dans le règlement pacifique de la guerre d'octobre 1990 par voie des négociations, déjà avancées malgré les quelques embûches. Et c'est ici le moment d'interpeller la classe politique de cesser ses querelles politiciennes pour regarder l'avenir et d'appeler le FPR à une plus juste définition des enjeux. La guerre passée, il faudra reconstruire les zones sinistrées par la guerre et réinstaller les déplacés de guerre dans leurs anciens demeures.

La réhabilitation de l'après-guerre ne sera certainement pas facile du fait qu'elle nécessitera beaucoup l'apport extérieur, qui est très limité dans le contexte d'une crise économique internationale. Toutefois, la réhabilitation ne concernera pas uniquement les zones actuelles de combats, mais plutôt tout le pays, car la crise a affecté tout le pays. Il faut donc sensibiliser toute la population rwandaise au travail, y compris celle des zones hors combats. Quant à la zone de combats, le gouvernement devra mettre sur pied un vaste programme de reconstruction qui sera basé essentiellement sur la redynamisation de l'activité agro-pastorale, le rétablissement des hôpitaux, des centres de santé et des écoles détruits ou endommagés et le redémarrage des unités de production.

En effet, les partis politiques devraient cesser de se renvoyer dos à dos la responsabilité pour ne regarder que ce qui est utile au peuple en aidant les autorités politico-administratives dans ce processus de reconstruction et en posant eux-mêmes des actes concrets, car il est grand temps qu'ils se mettent au travail et montrent à la population de quoi ils sont capables. Les paroles n'ont jamais changé le monde, ce sont des actes.

9. L'éducation civique et politique au sein de la jeunesse rwandaise pour favoriser la paix.

La population rwandaise en général et la jeunesse en particulier a été maintenue dans une situation d' "apolitique", c'est-à-dire qu'elle a été privée délibérément de la formation et de l'éducation politiques, que ce soit pendant la première République ou la deuxième République pour que, pensait-on, elle ne devienne pas rebelle et révolutionnaire. Pourtant, une jeunesse qui n'a pas une éducation civique et politique est une "jeunesse morte". Car, en effet, la jeunesse constitue le principal réservoir où l'on devra puiser les dirigeants de demain. Or, un dirigeant ou un politicien sans formation ni instruction politique est comme une "locomotive sans moteur". Il n'ira nulle part et c'est pourquoi tout au long du règne de la première République, on a assisté à une succession de politiciens sans scrupule et aux usages jacsbinistes.

L'éducation civique et politique pourra favoriser la paix dans la mesure où par exemple actuellement les politiciens impénitents utilisent cette jeunesse pour atteindre leurs intérêts

égoïstes. C'est le cas de la plupart des affrontements entre les jeunesses de l'opposition contre celle de l'ancien parti unique qui ont entraîné plusieurs victimes humaines et des dégâts matériels importants, ce qui a accéléré le rythme de l'insécurité; ainsi donc l'éducation civique et politique leur permettra de jauger ce qui est bon et ce qui est mauvais, leur donnera des éléments d'appréciation sur l'évolution politique, sociale et de nationalisme, ciment de l'unité et de la concorde nationales.

10. La protection de la population civile pendant la guerre.

Toutes les spécialistes de la guerre sont unanimes sur un aspect de la guerre qui constitue un résidu irréductible parce qu'on le retrouve dans toute guerre. Cet aspect, c'est "l'homicide collectif organisé et finalisé", car il n'est pas de guerre sans homicide. C'est pourquoi on dit que les guerres accroissent anormalement la mortalité.

En effet, lorsqu'une guerre éclate, la guerre étant considérée comme "une lutte armée et sanglante entre groupements organisés" (cfr Gaston BOUTHOU) elle met aux prises les forces armées disposant du matériel de guerre et d'autres techniques de protection. C'est pourquoi à l'issue des guerres, on dénombre généralement moins de soldats tués et plus de civils, car ces derniers n'ont aucune protection. La guerre d'octobre 1990 nous fournit ici un exemple très frappant. Au déclenchement de celle-ci, bien qu'elle visait l'anéantissement des forces armées rwandaises en vue de conquérir le pouvoir, la population civile en a eu pour son compte et en a souffert extrêmement. Tantôt les civils étaient tués directement, tantôt ils étaient tués après être capturés et torturés ou alors étaient utilisés par les forces armées comme corpolteurs.

Parmi les civils, les plus exposés sont les enfants, les femmes enceintes et les vieillards. C'est pourquoi le droit international humanitaire exige aux belligérants de ne pas s'attaquer à la population civile et lors des opérations de sauvetage, il exige de commencer par les enfants, les femmes enceintes et les vieillards, car ils sont les plus vulnérables. Aussi, les armées belligérantes ne doivent pas s'attaquer aux objectifs civils et dans la mesure du possible, la population civile est évacuée avant le déclenchement des hostilités.

11. La gestion économique et la répartition des ressources du pays pour la paix sociale au Rwanda.

La répartition des richesses et des ressources nationales est un préalable au rétablissement de l'équilibre social et économique, c'est-à-dire à la suppression des inégalités criardes déjà observées dans notre pays. Pourtant, cet objectif n'a jamais préoccupé les responsables de notre pays occupés chacun en ce qui le concerne, à tirer sa part du gâteau. Ce gâteau étant souvent très petit, ces responsables préfèrent se le partager entre eux, oubliant que le peuple qui a fourni plus d'efforts attend également sa part. Mais du fait que cette part n'arrive jamais, le peuple s'impatiente et commence à réclamer. Ces réclamations au départ larvées arrivent au point de non retour avec explosions sociales. C'est ainsi qu'il convient de signaler que la mauvaise répartition

des richesses nationales est un facteur d'insécurité sociale, car les déséquilibres sociaux auxquels il aboutit sont une menace sérieuse à la paix sociale et à la sécurité nationale.

Une bonne gestion économique et une bonne répartition des richesses nationales peut être un facteur de paix (au Rwanda) non négligeable, car au Rwanda la gabegie financière et l'enrichissement sans cause qui ont caractérisé les dernières années du régime de la Deuxième république ont engendré des frustrations importantes chez la population dont la "paupérisation augmentait d'une manière exponentielle et lamentable, tandis que cette situation a offert au FPR des justifications pour sa lutte contre le régime de l'ancien parti unique et la guerre qu'il a déclenchée le 1er octobre 1990.

G. GROUPES-CIBLES PRIORITAIRES PAR THEME

Thèmes	Nature des débats	Groupes cibles prioritaires
1. Ethnisme, Régionalisme, Clanisme et exercice du pouvoir au Rwanda : Essai de solutions pour une paix durable.	Conférences-Débats	<ul style="list-style-type: none"> - Milieux estudiantins (secondaires et supérieurs) et enseignants - Agents des administrations publiques et privées - Milieux religieux - Responsables politiques à tous les niveaux - Personnel judiciaire - Agriculteurs et éleveurs (Public paysan)
2. Assistance aux victimes de guerre et réhabilitation de l'après-guerre	Séminaire-atelier	<ul style="list-style-type: none"> - Représentants des déplacés de guerre et des victimes des troubles sociaux - Organismes publics et privés intervenant dans les problèmes des déplacés - Représentants des Forces de l'ordre et de sécurité - Associations de défense des droits de l'homme - Responsables administratifs et politiques - Religieux, journalistes, médecins - Opérateurs économiques
3. Rôle des partis politiques dans le processus de paix au Rwanda	Conférences-débats	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques et administratifs (les cellules et secteurs communaux, les préfectures et tout le pays). - Public urbain - Milieux religieux - Journalistes - Associations des agriculteurs et éleveurs - éleveurs (Public paysan) - Milieux scolaires et enseignants
4. Questions des rwandais de la diaspora et le retour des réfugiés	Séminaires-Ateliers	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques et administratifs - Organismes publics et privés intervenant dans les problèmes des émigrés et réfugiés - Associations de défense des droits de l'homme - Milieux scolaires et enseignants - Religieux - Opérateurs économiques - Journalistes - Représentants des agriculteurs et éleveurs
5. Problèmes liés aux migrations économiques	Conférences-débats	<ul style="list-style-type: none"> - Idem qu'au point 4

Thèmes	Natures des débats	Groupes cibles prioritaires
6. Forces armées et la politique pour une paix durable	Conférences-débats	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques - Milieux militaires (militaires de toute catégorie) - Milieux intellectuels (université et instituts supérieurs, hauts cadres des administrations publiques et privées)
7. Protection de la population civile pendant la guerre et en cas de sinistres.	Séminaires-ateliers	<ul style="list-style-type: none"> - Organismes publics et privés à caractère humanitaire (Croix rouge, caritas, HCR, OXFAM, ...) - Représentants des victimes de guerre et des troubles sociaux de toutes sortes - Responsables politiques et administratifs - Opérateurs économiques - Associations de défenses des droits de l'homme - Religieux, journalistes, médecins - Représentants des forces de l'ordre et de sécurité
8. Justice pour la paix sociale	Conférences-débats	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques et administratifs - Magistrats - Personnel de l'ordre judiciaire - Avocats - Religieux - Associations de défense des droits de l'homme - Journalistes - Opérateurs économiques - Agriculteurs et éleveur (milieux paysans) - Juristes - Parlementaires
9. Législation pour la paix sociale	Conférences-débats	Idem qu'au point 8
10. Géopolitique pour la paix et le développement dans les pays de la sous-région	Séminaire-Atelier	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques issus du Rwanda et des pays limitrophes - Responsables des services de l'ordre et de sécurité des pays concernés - ONG à caractère humanitaire - ONG de développement

Thèmes	Nature des débats	Groupes cibles prioritaires
11. Guerre d'octobre 1990 : Causes et conséquences socio-politiques	Conférences-Débats	<ul style="list-style-type: none"> - idem qu'au point 7 - milieux paysans - public urbain - milieux scolaires et enseignants
12. Rôle de la société civile et son organisation dans le développement socio-économique et dans l'édification de la démocratie	Séminaire-Atelier	<ul style="list-style-type: none"> - ONG à caractère humanitaire - ONG de développement - Confessions religieuses - Associations professionnelles (syndicats et autres - Associations de défense des droits de l'homme - Associations de journalistes - Coopératives agricoles et d'élevage - Coopératives de production et commerciales - Associations féminines - Associations de jeunesse
13. Education civique et politique de la jeunesse pour favoriser la paix	Séminaire-Atelier	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques et administratifs - Associations de jeunesse - Religieux - Milieux scolaires - Organismes de formation de la jeunesse
14. Sécurité des personnes et des biens	Séminaire-Atelier	Voir point 7
15. Administration et organisation de la justice	Conférences-débats	- Voir point 8
16. Régime foncier (organisation et consolidation de la propriété foncière)	Séminaires	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables politiques et administratifs - Représentant des agriculteurs et éleveurs - Juristes - Experts en aménagement du territoire

Formation et information de la masse :

- en milieu rural → les canaux (de haut vers le bas et vice-versa) pour atteindre le plus grand nombre

D. ACTIVITES POUR LA PREMIERE ANNEE DU PROGRAMME (1993-1994)

1. Actions

a. Séminaires et colloques.

Période	Thème	Endroit et nombre de fois	Autres organismes intervenants
	• Assistance aux victimes de guerre et réhabilitation de l'après-guerre	KIGALI-VILLE	Diocèse KIGALI MINITRASO MININTER CENTRE IWACU
	Questions des rwandais de la diaspora et le retour des réfugiés	KIGALI-VILLE	CENTRE IWACU Diocèse KIGALI MINITRASO CCOAIB
	Protection de la population civile pendant la guerre et en cas de sinistre	KIGALI-VILLE	MININTER MINITRASO MINADEF CENTRE IWACU CCOAIB
	• Rôle de la société civile et son organisation dans le développement socio-économique et dans l'édification de la démocratie.	KIGALI-VILLE	CENTRE IWACU

b. Conférence.

Période	Thème	Endroit et nombre de fois	Autres organismes intervenants
	Ethnisme, Régionalisme, Clanisme et exercice du pouvoir: Essai de solutions pour une paix durable.	KIGALI-VILLE (x2) BUGESERA (x1) BUTARE (x1) NYABISINDU (x1) MBOGO (x1) RUHENGGERI (x1) NGORORERO (x1) GISENYI (x1)	CCOAIB Diocèse KIGALI Dioc. BUTARE Dioc. RUHENGGERI Diocèse NYUNDO
	Rôle des partis politiques dans les processus de paix au Rwanda	KIGALI-VILLE (x1) BUTARE (x1) RUHENGGERI (x1)	CCOAIB Diocèse KIGALI Diocèse BUTARE Dioc. RUHENGGERI
	Questions des rwandais de la diaspora et le retour des réfugiés	KIGALI-VILLE (x1) BUGESERA (x1) BUTARE (x1) RUHENGGERI (x1) GISENYI (x1) NYABISINDU (x1) GITARAMA (x1)	CCOAIB CENTRE IWACU MINITRASO MININTER Diocèse KIGALI Diocèse BUTARE Dioc. RUHENGGERI Diocèse NYUNDO Dioc. KABGAYI
	Forces armées et la politique pour une paix durable.	ESM (x1) KIGALI-VILLE (x1) BUTARE (x1) RUHENGGERI (x1)	MINADEF
	Sécurité des personnes et des biens	KIGALI-VILLE (x2) BUGESERA (x1) RUHENGGERI (x1) NGORORERO (x1) NYABISINDU (x1) SHYORONGI (x1)	MININTER MINADEF MINIJUST Diocèse du lieu
	Justice pour la paix sociale	KIGALI-VILLE (x1) BUTARE (x1) RUHENGGERI (x1)	CENTRE IWACU CCOAIB MINIJUST MININTER Diocèse du lieu

c. Service d'information et d'orientation du public.

KIGALI (x 2/semaine)
BUTARE (x 1/semaine)
RUHENGGERI (x 1/semaine)

d. Publication de brochures, sous forme de périodique trimestrielle, contenant la synthèse des études, réflexions et débats.



UNAMIR-MINUAR

The Special Representative of the U.N. Secretary-General
P.O. Box 749
Kigali, Rwanda
Telephone: 212 - 963 - 3930
Fax: 212 - 963 - 3090

26 mars 1996

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 mars 1996 par laquelle vous avez bien voulu me rappeler les objectifs de votre association et me faire tenir la liste de vos besoins immédiats en matière d'équipements.

Les nobles buts que poursuit votre association constituent un complément très utile des efforts que déploie la Communauté Internationale au Rwanda dans le domaine de l'assistance humanitaire. C'est dire que sur bien des points vos préoccupations rejoignent les nôtres.

Nous n'en sommes que plus attentifs à votre demande d'assistance dont nous avons pris bonne note. Nous en ferons part aux autorités compétentes lorsque le moment viendra de transférer au Gouvernement Rwandais certains équipements de la MINUAR pour utilisation au Rwanda comme l'ont prescrit les résolutions 1029 (1995) et 1050 (1996) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En attendant, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma considération distinguée.

***Le Représentant spécial du Secrétaire général
des Nations Unies au Rwanda***


Shaharyar M. Khan

***M. Jean Bosco RUTAGENGWA
Président de l'Association IBUKA
B.P. 400
Kigali
Rwanda***

Reçu le 25 MARS 1996

Copie CAO de NHO noster
22/3/96

IBUKA A.S.B.L.

B.P. 400

KIGALI.

Tél. 76774-75032

Kigali, le 13 Mars 1996

n° 001/S.E/18/96

RECEIVED

22 MAR 1996

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

SNH: This is the follow-up to their
visit - 22/3/96

Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général des Nations
Unies
KIGALI.

Objet: Demande d'assistance

We should send a
reply. See
23.3.

ED
Bcl

Monsieur le Représentant Spécial,

Au nom des membres de l'Association
IBUKA, je voudrais vous remercier d'avoir bien voulu me recevoir
et me donner l'occasion de vous faire part de nos objectifs et
des préoccupations que nous avons pour reconstruire l'avenir du
Rwanda.

Comme je vous l'ai déjà expliqué au
cours de notre entrevue, notre Association est née suite aux
problèmes qui ont été engendrés par des massacres cycliques au
Rwanda et qui ont culminé dans le génocide qui a lieu en 1994.

Compte tenu d'énormes conséquences que
le génocide a eu sur la société rwandaise, nous pensons que
chacun de nous doit consentir d'importants efforts, non seulement
pour réhabiliter matériellement et moralement les victimes et les
survivants du génocide, mais aussi pour contribuer à stabiliser
ce pays en combattant les bases qui feraient que le Rwanda sombre
encore dans de telles calamités.

C'est pour cela que nous vous demandons
de bien vouloir nous accorder une assistance matérielle qui nous
permettrait d'asseoir rapidement notre Association, et de
commencer rapidement nos activités. La liste de nos besoins
immédiats est attachée à la présente lettre.

Permettez-moi, Monsieur le Représentant Spécial, de rappeler les objectifs majeurs d'IBUKA:

- Assister et défendre les rescapés et garder la mémoire des victimes du génocide;
- Contribuer à ce que l'impunité soit éradiquée;
- Aider le système judiciaire rwandais à établir les responsabilités et à rendre une justice équitable;
- Lutter contre toute sorte de discriminations;
- Favoriser la paix et la concorde nationale ainsi que l'égalité devant la loi;
- Coordonner les actions des associations s'occupant des problèmes causés par le génocide et leur chercher des appuis.

Nous sommes convaincus que votre présence au Rwanda vous permet de réaliser la profondeur des défis actuels auxquels la population rwandaise est confrontée et que vous serez pour nous et pour le Rwanda un interprète averti et objectif auprès des Nations Unies et de la Communauté Internationale.

Veillez agréer, Monsieur le Représentant Spécial, l'expression de notre haute considération.

Jean Bosco RUTAGENGWA

Président de l'Association IBUKA.



Annexe: Liste des besoins d'IBUKA

IBUKA A.S.B.L.
B.P. 400
KIGALI.

ETATS DES BESOINS

Lieu d'affectation	Type de matériel	Quantité
<u>A.Secrétariat Exécutif</u>	<u>Mobilier de bureau</u>	
	Bureaux	10
	Chaises	35
	Table de reunion	4
	Etageres	6
	<u>Equipements de bureau</u>	
	Ordinateurs	4
	Imprimantes	3
	Photocopieuses	2
	Fax	1
	Enregistreur	2
	Camera video	1
	Magnetoscopes	2
	Ecran TV	1
	Centrale	1
	Téléphoniques	
	Appareils photo	2
	<u>Autres petits matériels</u>	
	Papier	
	Petit matériel divers (agrafeuses, etc...)	
<u>Bureaux IBUKA en Préfectures</u>	<u>Matériel de transport (véhicules</u>	3
	Appareil photo	11
	Enregistreur	11
	Véhicules	11

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO:

A: Mr. Khan

FROM:

DE: Wilfrid De Souza

WS

Room No. - No de bureau Extension - Poste Date

26/03/96

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

This is the kind of requests
that we receive almost every day
from local NGOs.

This one seems very interesting.
I am compiling a list of them with
their respective needs.

Reçu le 26 ~~juin~~ 1996

Groupe Scolaire A.D.B.

B.P. 1796

K I G A L I.

Kigali, 22nd March, 1996

The Representative,

U N A M I R

K I G A L I.-

Dear Sir / Madam

Re : Request in Kind.

We have a technical school which deals with children who have had problems to get places in government institutions.

We offer them adequate technical training in : auto mechanics, electricity and electronics. Would you kindly leave us with the equipments that are broken down and which are not in need: of mechanical uses that the students may use to carry out experiment in electricity and electronics: May we suggest them to you :-

1/ Mechanics : Old spare parts for vehicles that have had accidents (engine, gear box, breakdown equipment) etc.

2. Electricity : Everything that possesses electrical engine (Fridge, iron box, welding machine, and tools set of generators.

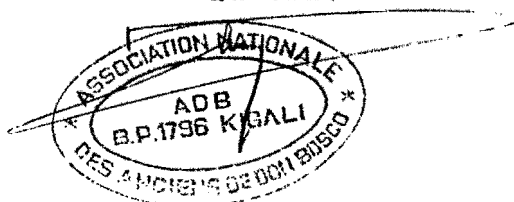
3. : Electronics: Radio and other electronic equipment - Radio, computer, video, T.V. set, mainly when there are some which are broken down.

Groupe Scolaire A.D.B. children will remember with greatfulness the noble act of gesture you would have extended by facilitating their training while in Rwanda.-

For the Groupe Scolaire A.D.B.

The Principal

BIZIMUNGU Faustin.-



GROUPE SCOLAIRE A.D.B.
B.P. 1796 KIGALI.-

Kigali, le 22 Mars 1996.

Reçu le 26 MARS 1996

Monsieur le Responsable
U N A M I R.

Objet: Requête en nature.

Monsieur, Madame.

Nous avons une école technique qui s'occupe des enfants qui ont eu des problèmes à avoir une place dans l'enseignement régulier. Nous leur assurons une formation technique en Mécanique, en Electricité et en Electronique.-

Est-ce que vous ne pourriez pas nous laisser quelques objets dont vous n'avez plus besoin et qui comportent des éléments sur les quels les élèves pourraient faire des exercices en mécanique, en Electricité et en Electronique ? Nous vous faisons des suggestions.

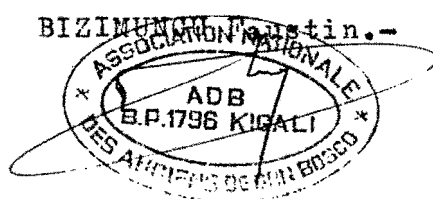
1. Mécanique : Pièces des véhicules accidentés (moteur, boîte vitesse, trousseaux d'outillages de dépannage, Etc.
2. Electricité : Tout ce qui a moteur électrique (frigos, fer à repasser, tout ce qui a des relations avec la soudure (poste à souder, groupe électrogène, etc...)
3. Electronique : Radio et autres objets électroniques (radio, ordinateur, vidéo, téléviseur, surtout quand il y en a qui sont tombés en panne.

Les enfants du Groupe Scolaire A.D.B. se souviendront avec gratitude de tout geste que vous ferez pour leur faciliter la formation.

Pour le Groupe Scolaire A.D.B.

Le Directeur

BIZIMUNGU Justin.-



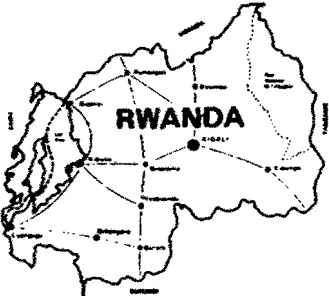
Eglise Adventiste du 7ème Jour au Rwanda (a.s.b.l.)

Rwanda Union Mission

B.P. 367

KIGALI - RWANDA

Reçu le 19 MARS 1996



Ambassador S. Khan
UNAMIR
Kigali Rwanda

March 17, 1996

Dear Ambassador Khan,

I am writing to ask if there is any possibility that UNAMIR would be able to assist us in obtaining a vehicle to be used in our work at Mugonero Hospital. The hospital was established by the church in 1931 and is located in Kibuye prefecture along Lake Kivu. Working conditions are still very challenging as you might imagine. Public transportation is available only 2 times a week and often the bus is full.

We need a vehicle to transport some of the most serious cases that cannot yet be treated at the hospital as all services are not yet functional. We also need a vehicle to transport personnel. It is very difficult to find personnel willing work in such an isolated location, particularly if there is no vehicle at the hospitals disposal. Currently the hospital only has an old Toyota Stout pickup that spends a lot of time in the garage for repairs.

Our nursing school and 2 other secondary schools are also in need of a vehicle as are the 5 health centers, but the hospitals need is definitely the most critical.

Anything you could do to help us in this situation would be greatly appreciated.

Sincerely, 

Carl Wilkens
Field Secretary

AK

To be placed
in the 2 related files
and remind

20-3-96

WS

1 m. 16. 1996
to P. 2000
20/3/96

AFRICAN HOUSING FUND (AHF)
FONDS AFRICAIN POUR L'HABITAT (FAH)
PROGRAMME D'AIDE A LA RECONSTRUCTION AU RWANDA
BP. 1511 KIGALI TEL/FAX : 250 7 3681

Réf. FAH/RWA/96-43

Kigali, le 11/03/1996

A Son Excellence Monsieur SHAHARYAR KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies pour le Rwanda
MINUAR.
KIGALI

Excellence,

Le Fonds Africain pour l'Habitat (FAH) s'adresse auprès de votre Excellence pour porter à votre aimable connaissance qu'il est intéressé à acheter certains équipements en liquidation à la fin de la mission de la MINUAR.

Il s'agit notamment des camionnettes, des voitures, du matériel de bureau et des équipements de campement qui pourraient compléter les moyens logistiques du FAH dans le cadre de la mise en oeuvre de son Programme d'Aide à la Reconstruction au Rwanda.

Espérant une suite favorable à cette demande, je vous prie d'agréer, Excellence, l'expression de ma plus haute considération.

UWAYEZU Jean Marie Vianney
Chargé de Programme du FAH au Rwanda



For the file
I received a representative of the NGO today. A list of items which they were still carrying. I have reviewed the list and I also provided him with the list of items which the MINUAR is disposing of.
13.3.96
WS
in file
cos in
12.13.96

AFRICAN HOUSING FUND (AHF)
FONDS AFRICAÏN POUR L'HABITAT (FAH)
PROGRAMME D'AIDE A LA RECONSTRUCTION AU RWANDA
BP. 1511 KIGALI TEL/FAX : 250 7 3681

Réf. FAH/RWA/96-43

Kigali, le 11/03/1996

A Son Excellence Monsieur SHAHARYAR KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies pour le Rwanda
MINUAR.
KIGALI

Excellence,

Le Fonds Africain pour l'Habitat (FAH) s'adresse auprès de votre Excellence pour porter à votre aimable connaissance qu'il est intéressé à acheter certains équipements en liquidation à la fin de la mission de la MINUAR.

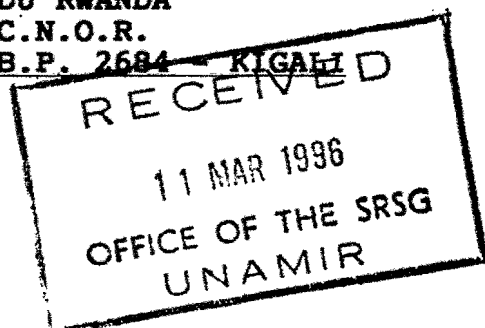
Il s'agit notamment des camionnettes, des voitures, du matériel de bureau et des équipements de campement qui pourraient compléter les moyens logistiques du FAH dans le cadre de la mise en oeuvre de son Programme d'Aide à la Reconstruction au Rwanda.

Espérant une suite favorable à cette demande, je vous prie d'agréer, Excellence, l'expression de ma plus haute considération.

UWAYEZU Jean Marie Vianney
Chargé de Programme du FAH au Rwanda



COMITE NATIONAL OLYMPIQUE
DU RWANDA
C.N.O.R.
B.P. 2684 - KIGALI



Kigali, le 11/03/1996

photocopy of the letter

M. Loo

on 22/3/96

Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général de l'ONU
K I G A L I

Objet :
Achat de matériels.

Monsieur le Représentant Spécial,

J'ai l'honneur de vous demander d'inscrire le Comité National Olympique du Rwanda parmi les ONG pouvant obtenir l'avantage d'acheter certains matériels que la MINUAR mettra en vente.

En effet, Monsieur le Représentant Spécial, le Comité National Olympique Rwandais est une Association à but d'éducation sportive et culturelle conformément à la charte qui régit le Mouvement Olympique.

Rappelons que celui-ci a pour but de contribuer à bâtir un monde pacifique et meilleur en éduquant la jeunesse par le moyen du sport sans discrimination d'aucune sorte et dans l'esprit olympique qui exige la compréhension mutuelle, l'esprit d'amitié, la solidarité et le fair-play.

Il apparaît donc, Monsieur le Représentant Spécial, que dans un pays comme le Rwanda actuel, une telle organisation a un grand rôle à jouer non seulement pour panser les blessures causées par tant de malheurs vécus mais aussi et surtout pour réconcilier et donner espoir au peuple Rwandais en général et à la jeunesse en particulier.

Pour ce faire, nous aimerions acquérir un certain nombre d'équipement qui faciliterait beaucoup notre tâche:

Il s'agit pour nous d'une voiture, d'une Jeep (pour les campagnes) ainsi que deux ordinateurs et deux imprimantes et quelques motorollas nécessaires pour la communication lors de nos diverses manifestations sportives à travers le pays dans les Stades.

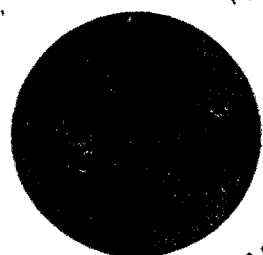
Vous remerciant d'avance pour une suite favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma très haute considération.

RUDAHUNGA Gedéon

Président du Comité National
Olympique du Rwanda



Photocopy 2 le 11/3/96 L'ONGO URE



**LIGUE RWANDAISE POUR LA PROMOTION
ET LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME**

B 895892 KIGALI - TEL. & FAX (250) 75459

Reçu le 11 MARS 1996

Agréée par A.M. N° 447/05 DU 30/12/1991
Membre de la FIDH depuis le 15 Janvier 1995

CAO

Comm. E.D. n° 3/a.

RECEIVED
11 MAR 1996
OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

Kigali, le... 7/03/1996

N/Réf.:
V/Réf.:

Objet: Demande de
véhicule.

Monsieur SHAHARYAR Khan
Représentant Spécial du Secrétaire
Général de l'ONU au Rwanda
KIGALI.

Gen
113

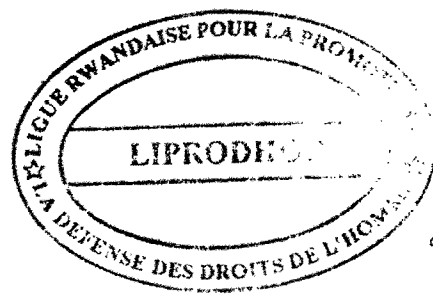
Monsieur le Représentant Spécial,

Nous avons l'honneur de recourir
auprès de votre haute personnalité en vue de solliciter un véhicule
ou autre matériel qui nous permettrait d'accomplir notre tâche de
promotion, de protection et de défense des droits de la personne.

En effet, la Ligue Rwandaise pour
la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme "LIPRODHOR" été
agréée par arrêté ministériel n° 444/05 du 30/12/1991. Elle compte
actuellement 135 membres et oeuvre principalement dans les domaines
de l'Enseignement des Droits de l'Homme, le suivi de la situation
des détenus, l'amélioration des conditions des groupes vulnérables
dans les prisons ou en dehors de celles-ci, la dénonciation des
violations des droits de la personne et la participation à la
promotion d'un Etat de Droit.

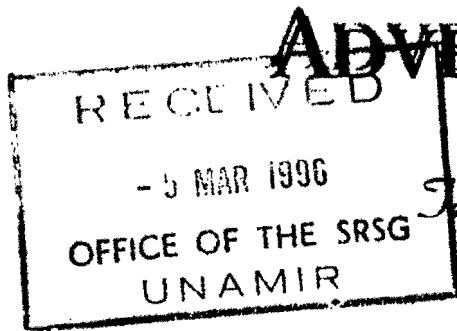
En mettant à notre disposition un
véhicule tout terrain ou autre matériel, vous nous auriez aidé à
accroître nos descentes sur terrain en vue de faire des investiga-
tions sur la Situation des Droits de l'Homme au Rwanda, et de mener
des activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique et la
réconciliation nationale. Enfin nous vous informerions que la
LIPRODHOR a beaucoup collaboré avec la MINUAR au niveau de la Radio
et en Préfecture de Cyangugu (Transport de la Troupe Itinérante).

Veillez agréer, Monsieur le
Représentant Spécial, l'assurance de notre haute considération.



Pour la LIPRODHOR
MUKARUTABANA Bernadette
Vice-Présidente.

[Signature]



ADVENTIST UNIVER

BP 2461 Kigali, Rwanda

Tel/Fax no. (250) 82604 or 83;

Kigali, March 5,

Mr. Shaharyar Khan, Ambassador
UNAMIR - SRSG
Kigali, Rwanda

Reçu le 05 MARS 1996

Isel
The Rector and Vice
Rector brought the
attached letter
and they would
like to see the
SRSG - they can be
reached on telephone
nos. 83775 and
82431
Manks Betty

Dear Mr. Ambassador

Since its opening in 1984, Adventist University, a private international university located in Gisenyi Prefecture, has been committed to the development of Rwanda through the avenue of high quality education. Unfortunately the ravages of war disrupted this service in 1994. Most of the university's equipment and goods were stolen. At the present time Adventist University is endeavoring to start up again at a temporary site in Kigali.

Recognizing that UNAMIR is also committed to the peaceful development of Rwanda, Adventist University is seeking help in the re-opening of the university.

The university's specific needs include items such as computers, printers, copy machines, office furniture and equipment, several vehicles such as pickups, vans and trucks, an electric generator, garage tools, carpentry machines and tools, welding equipment, and Library materials such as books and maps.

Any assistance to the university is to promote the development of Rwanda through higher education. We appreciate any help that UNAMIR can render.

Very sincerely,

Robert G. Pierson
Rector

Université Adventiste
d'Afrique Centrale
B.P. 525
Gisenyi, Rwanda

We have 1: SRSG
priority to Rwanda
14 Agencies ED may
receive 1st Rector
52

ADVENTIST UNIVERSITY

BP 2461 Kigali, Rwanda

Tel/Fax no. (250) 82604 or 83755

- 5 MAR 1996
OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

Kigali, March 5, 1996

Mr. Shaharyar Khan, Ambassador
UNAMIR - SRSG
Kigali, Rwanda

Reçu le 05 MAR 1996

Dear Mr. Ambassador

Since its opening in 1984, Adventist University, a private international university located in Gisenyi Prefecture, has been committed to the development of Rwanda through the avenue of high quality education. Unfortunately the ravages of war disrupted this service in 1994. Most of the university's equipment and goods were stolen. At the present time Adventist University is endeavoring to start up again at a temporary site in Kigali.

Recognizing that UNAMIR is also committed to the peaceful development of Rwanda, Adventist University is seeking help in the re-opening of the university.

The university's specific needs include items such as computers, printers, copy machines, office furniture and equipment, several vehicles such as pickups, vans and trucks, an electric generator, garage tools, carpentry machines and tools, welding equipment, and Library materials such as books and maps.

Any assistance to the university is to promote the development of Rwanda through higher education. We appreciate any help that UNAMIR can render.

Very sincerely,



Robert G. Pierson
Rector

Université Adventiste
d'Afrique Centrale
B.P. 525
Gisenyi, Rwanda

we have f. give
priority to Rwanda &
1st Agencies. ED may
receive the rectr. Sub-
53

UAAC UNIVERSITE ADVENTISTE
D'AFRIQUE CENTRALE

GERALD VYHMEISTER
Assistant du Recteur

B.P. 2461
Kigali, RWANDA

Tél: 82604

33755
82431

Mr. Shaharyar Khan, Ambassador
UNAMIR - SRSG
Kigali, Rwanda

Dear Mr. Ambassador

Since its opening in 1984, Adventist University, a private international university located in Gisenyi Prefecture, has been committed to the development of Rwanda through the avenue of high quality education. Unfortunately the ravages of war disrupted this service in 1994. Most of the university's equipment and goods were stolen. At the present time Adventist University is endeavoring to start up again at a temporary site in Kigali.

Recognizing that UNAMIR is also committed to the peaceful development of Rwanda, Adventist University is seeking help in the re-opening of the university.

The university's specific needs include items such as computers, printers, copy machines, office furniture and equipment, several vehicles such as pickups, vans and trucks, an electric generator, garage tools, carpentry machines and tools, welding equipment, and Library materials such as books and maps.

Any assistance to the university is to promote the development of Rwanda through higher education. We appreciate any help that UNAMIR can render.

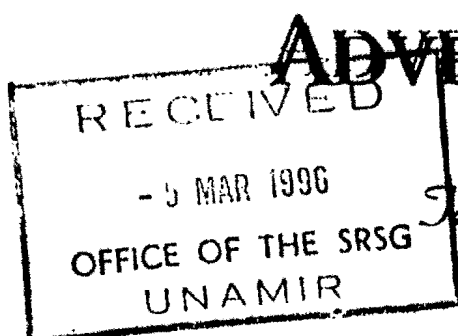
Very sincerely,

Robert G. Pierson
Rector

For the file

*I received Mr Gerald Vyhmeister
on 13-3-96 and gave him
a copy of the UNGA resolution
on equipment. I told him that
we may contact him once the
situation is clarified by NY.
13-3-96
WS*

*after 13-3-96
13-3-96*



ADVENTIST UNIVE

BP 2461 Kigali, Rwanda

Tel/Fax no. (250) 82604 or 837

Kigali, March 5,

Mr. Shaharyar Khan, Ambassador
UNAMIR - SRSG
Kigali, Rwanda

Reçu le 05 MARS 1996

Isel
The Rector and Vice
Rector brought the
attached letter
and they would
like to see the
SRSG - they can be
reached on telepho
nos. 83775 and
82431
marks Betty

Dear Mr. Ambassador

Since its opening in 1984, Adventist University, a private international university located in Gisenyi Prefecture, has been committed to the development of Rwanda through the avenue of high quality education. Unfortunately the ravages of war disrupted this service in 1994. Most of the university's equipment and goods were stolen. At the present time Adventist University is endeavoring to start up again at a temporary site in Kigali.

Recognizing that UNAMIR is also committed to the peaceful development of Rwanda, Adventist University is seeking help in the re-opening of the university.

The university's specific needs include items such as computers, printers, copy machines, office furniture and equipment, several vehicles such as pickups, vans and trucks, an electric generator, garage tools, carpentry machines and tools, welding equipment, and Library materials such as books and maps.

Any assistance to the university is to promote the development of Rwanda through higher education. We appreciate any help that UNAMIR can render.

Very sincerely,

Robert G. Pierson
Rector

Université Adventiste
d'Afrique Centrale
B.P. 525
Gisenyi, Rwanda

Use care for SRSG
priority to Rwanda &
1st Agencies. ED may
receive for Rector. Sub-
53

C.C.I.R.
CHAMBRE DU COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU RWANDA

KANTENGWA Laetitia CARTAS

Promotion Industrielle

**R.P. 319 KIGALI
RWANDA**

(250) 835538
Tel: (250) 83567
(250) 83541
Fax: (250) 83502

C.C.I.R.
CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU RWANDA

Antoine MUNYAKAZI - JURU
Secrétaire Général

Tél. Bur. : (250) 83538
(250) 83541
Tél. Hab. : (250) 83360

B.P. 319
Kigali - Rwanda
Fax : (250) 83532



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU RWANDA
C.C.I.R.

B.P.319 KIGALI - RWANDA - AFRIQUE CENTRALE
Tél. : 83534 - 83537 - 83538 - 83541 Téléc : 22602 CCIR RW Fax : (250) 83532

Kigali, le 17 JAN. 1996

N° 378 /15.04/03/LCK/95

A Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
SHAHARYAR KHAN
Représentant Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies au Rwanda
KIGALI

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons l'honneur de recourir auprès de votre haute bienveillance pour solliciter un appui de l'UNAMIR à la réhabilitation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda (C.C.I.R.).

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, depuis la fin de la guerre 1994, la C.C.I.R a essayé de reprendre ses activités. Le secteur commercial et industriel du pays a été fortement frappé : les usines et établissements de commerce ayant été détruits et leurs équipements pillés pendant la guerre d'avril-juillet 1994.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda étant l'Organisme national chargé de l'encadrement et de la promotion du secteur industriel, commercial et des services, elle doit mettre sur pied un programme d'appui à la reprise des activités des entreprises frappées par la guerre, mettre à la disposition de ces entreprises et des promoteurs de nouveaux projets des instruments techniques leur facilitant le démarrage et le développement harmonieux de leurs activités, procéder à leur formation, etc...

Bref, elle doit assumer le rôle de catalyseur dans le redémarrage du secteur commercial et industriel privé en particulier.

Malheureusement, elle a aussi été profondément touchée par la guerre et tous ses équipements qui devaient lui servir dans la mise en exécution de ce programme ont été détruits ou volés. L'on peut citer notamment:

- les équipements informatiques;
- les équipements de reproduction (machine off-set et ses accessoires, machines à écrire, stencileuses, etc...

.../...

Reçu le 17 JAN. 1996

Cpte N° 128300 BNR

010 - 0168601 - 96 BCR
2 - 256001 - 3070 - 32 BACAR

040 - 0010660 - 23 RWF/BK
10055 - 01 - 12 BCDI

- les équipements de transmission (Fax, Télex, machine à affranchir);
- les équipements de bureau;
- le matériel roulant (1 Minibus et 2 Voitures);
- l'immeuble de son Siège à KIMIHURURA dont les murs et les vitres ont été sérieusement endommagés;
- les rétroprojecteurs
- etc...

L'absence de ces équipements bloque pratiquement ses activités de sorte qu'à l'heure actuelle, ses bureaux régionaux dans les préfectures sont fermés et que le Secrétariat Général est dans l'incapacité de rendre aux entreprises les services qu'elles attendent d'elle.

Plus grave encore, la C.C.I.R est dans l'impossibilité de remplacer ces équipements. En effet, sa principale source de financement est constituée par les cotisations de ses membres. Or, comme nous l'avons déjà signalé, ceux-ci ont été touchés par la guerre de sorte qu'ils se débattent actuellement dans de difficultés insurmontables pour le redémarrage de leurs propres activités et ne sont point en mesure à l'heure actuelle de libérer ces cotisations.

Nous comptons sincèrement sur votre appui et vous prions de trouver en annexe nos besoins en équipements et leur destination.

Nous saisissons cette occasion, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, pour vous souhaiter tous nos meilleurs voeux de bonheur, de prospérité et de santé pour l'année 1996.

Antoine MUNYAKAZI-JURU

Secrétaire Général

Copie pour information à:

- Mr. Adams
- ✓ Chief Executive
- Mr DESOUZA
- Assistant du RSSG

BESOINS EN EQUIPEMENT

Nombre	Equipement	Service
4	Fax Machine à affranchir	Les équipements de communication dont dispose la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda ont été pillés. Ils permettaient à la C.C.I.R de communiquer avec les Chambres de Commerce étrangères et les institutions nationales et internationales à buts similaires ainsi que ses propres membres.
1	Centrale téléphonique	<u>Aux opérateurs économiques:</u> Aux opérateurs économiques qui ne disposent pas d'équipements de communication nécessaires de pouvoir contacter l'extérieur ou l'intérieur du pays dans le cadre des relations d'affaires.
8	Ordinateur et accessoires (onduleurs + imprimante)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 pour la gestion de banques de données relatives à l'information commerciale et économique - 1 pour le secrétariat de direction - 1 pour la comptabilité - 5 pour la formation.
1	Machine off-set et accessoires	- Reproduction de textes et ouvrages d'information à l'usage des milieux d'affaires et pour la formation.
2	Stencileuse électrique	- Multiplication de documents en faveur de ses membres et partenaires
3	Matériels roulants: - 1 Jeep tout terrain - 1 Minibus - Voiture	<ul style="list-style-type: none"> - Descentes sur terrain vers les bureaux régionaux - Accueil et déplacement des délégations étrangères en mission au Rwanda. - Déplacement des hommes d'affaires en missions organisées par la C.C.I.R - Déplacement du Secrétaire Général et des personnalités de marque en visite au Rwanda.
4	Machines à écrire (électriques et accessoires)	- Dactylographie (dans les bureaux régionaux)

6	Photocopieuses	- Multiplication des documents
5	Tables et chaises de bureau et accessoires	- Equipements de bureau pour les bureaux régionaux et le secrétariat général
6	Rétroprojecteurs + 5 écrans TV	- Formation
6	Magnétoscopes	- Formation
6	Groupes électrogènes	- pour le siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda et les bureaux régionaux

M. DAC
Mr. [illegible]
Re...

copy ED
CAD: please
request from
an NGO. for
the 1st -
27-2-96

L'Association des Eglises Baptistes du Rwanda

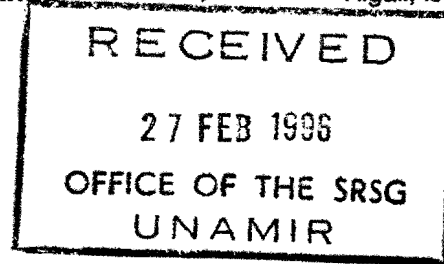
Kigali, le 04 Janvier 1996

DEPARTEMENT DE DEVELOPPEMENT
B.P. 217 KIGALI
REPUBLIQUE RWANDAISE

Arrêté Min. N° 54/01 Justice
du 29 Mai 1967

Tél. 84217

Cpte N° 14044/76 BCR
N° 13831/90 BK



A Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire
Général de l'ONU pour l'Assistance au Rwanda,
Son Excellence l'Ambassadeur SHAHARIYA Khan
à KIGALI

Objet: Appui de notre
Programme
Quinquennal

J'ai l'honneur de recourir auprès de votre haute Personnalité en
vue de solliciter une aide à notre Programme Quinquennal d'Activités pour la reconstruction de notre
pays.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, permettez-moi de vous dire
que l'Association des Eglises Baptistes au Rwanda (A.E.B.R en sigle), Communauté Religieuse oeuvrant
dans les 11 Préfectures du pays compte à présent un véhicule sur cinq et deux motos qu'elle a perdu
pendant la guerre suite aux pillages que celle-ci a occasionnés.

Or, notre Action ne se limite pas seulement à l'Evangélisation mais
aussi au bien-être social. C'est ainsi que pour reconstruire notre pays et promouvoir le développement
social, le Département de Développement de mon Eglise s'est fixé le Programme figurant dans le dossier
de Projet ci-contre. Veuillez le voir en annexe.

Pour nous faciliter cette tâche, nous implorons votre humanisme
en vue de vous assister avec un matériel roulant qui servira à la gestion dudit Programme.

Dans l'espoir de trouver une réponse favorable à notre requête,
Veuillez agréer Excellence Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma considération très distinguée.

Avec tous mes meilleurs vœux de bonheur et de prospérité pour
le nouvel an 1996,

Rév. Pasteur BASHAKA Faustin
Représentant Légal de l'AEBR

Reçu le 27 FEV. 1996

Demande d'Assistance d'un Véhicule pour faciliter la Gestion du Programme de Réhabilitation & d'Aide urgente assigné par le Département de Développement de l'AEBR

I. ELEMENTS D'IDENTIFICATION DU PROJET

- 1. Nom du Projet:** Assistance d'un véhicule pour la gestion du Programme de Réhabilitation & d'Aide urgente arrêté par l'A.E.B.R.
- 2. Lieu du Projet:** - Secteur : KACYIRU
- Commune: KACYIRU
- Préfecture de la Ville de Kigali
- 3. Organisation requérante:** L'Association des Eglises Baptistes au Rwanda (A.E.B.R.)
Tél.: (250) 84217
- 4. Responsable de l'exécution du Projet :** Le Département de Développement de l'AEBR
B.P. 217 Kigali
Tél.: (250) 84217
- 5. Nom de la Personne Responsable de l'exécution du Projet**
Monsieur SEBAHIRE François-Xavier, Secrétaire aux Projets
Département de Développement/AEBR
Tél.: (250) 84217

6. Présentation de l'Organisme Porteur du Projet: L'Association des Eglises Baptistes au Rwanda (AEBR en sigle) a été créée en 1965 et a obtenu sa personnalité juridique le 20 mai 1967. Depuis ce temps, elle s'est employée à propager la Bonne Nouvelle du Christ, appuyer, initier et lancer des Projets de Développement en faveur des populations les plus défavorisées et nécessiteuses. Elle oeuvre sur toute l'étendue du pays. Avant la guerre, elle comptait 88.000 membres. A présent, ceux qui sont rentrés et présents au pays sont au nombre de 68.000 adhérents, 15.000 sont morts pendant les événements tragiques d'avril-juillet 1994 au Rwanda, et 15.000 restants sont encore en exil. Cependant, l'AEBR multiplie des contacts avec ses brebis qui vivent encore en exil, par les rencontres tenues successivement dans les camps de NGARA (Tanzanie), KATALE (Zaïre), NAIROBI (Kenya). Aujourd'hui, ils rentrent petit à petit.

A présent, l'AEBR compte:

- 22 écoles primaires, 11 écoles secondaires, 3 dispensaires, ainsi que des Groupements, des Ateliers de menuiserie et de couture dont la liste se trouve sur les pages qui suivent.

II. OBJECTIF DU PROJET

- Gérer efficacement notre Programme quinquennal d'activités au moyen d'un véhicule, lesquelles activités sont l'Aide Urgente et l'Intégration Sociale.

III. BENEFICIAIRES DU PROJET

- Le Département de Développement de l'AEBR
- Tous les Projets figurants dans ce Programme
- Toutes les populations touchées par ce Programme

IV. CHAMP & TYPE D'ACTIVITES

Le Département de Développement de l'AEBR oeuvre dans toutes les 11 Préfectures du Rwanda, réparties en 17 régions ecclésiastiques.

**PLAN QUINQUENNAL DE REHABILITATION & D'AIDE
URGENTE ARRETE PAR LE DEPARTEMENT DE
DEVELOPPEMENT/AEBR:
Janvier 1996 - Janvier l'an 2001**

I. Rappel des objectifs du département de développement

Pour mieux approcher les communautés villageoises dans le secteur du développement socio-économique, l'Association des Eglises Baptiste au Rwanda a créé son département de développement qui s'est assigné les objectifs suivants:

- Promouvoir l'auto-emploi de la jeunesse dans les milieux touchés par l'Eglise;
- Promouvoir l'auto-emploi de la jeunesse dans les paroisses
- Encourager et soutenir les associations qui se créent dans les villages;
- Promouvoir la santé communautaire;
- Encourager les petits projets d'auto-promotion;
- Organiser les formations au niveau de la base et au niveau des leaders;
- Promouvoir l'éducation formelle des jeunes ;
- Evaluer les programmes.

II. Analyse de la situation socio-économique actuelle du Rwanda

Le Rwanda vient de sortir d'une guerre meurtrière qui a duré 4 ans de 1990 à 1994. Après 9 ans d'activités, le bureau de développement avait largement atteint les objectifs qu'il s'était assignés. Malheureusement tous ces résultats ont été presque anéantis par cette guerre.

- Le massacre des civiles a occasionné l'abondance des veuves et des orphelins
- Les réfugiés rentrent du pays en état des nécessiteux
- Cette guerre a augmenté le nombres d'handicapés physiques et mentaux.
- Les terres n'ont pas été défrichées et les coopératives n'existent plus puisque les membres ont soit été tués, soit fui à l'étranger.

Etant donné ces difficultés que traverse le pays, le département de développement de l'AEBR a défini des objectifs prioritaires qui sont:

- La réhabilitation et le rééquipement des institutions socio-économiques détruites (Ecoles, centres de santé, Eglises, groupements, coopératives).
- L'aide aux réfugiés nécessiteux : Cette aide devrait être orientée vers l'octroi des semences et des intrants agricoles pour que ceux-ci puissent être autosuffisants dans les jours à venir.
- Promouvoir et consolider le mouvement associatif pour les réfugiés et les autres populations. (Cette philosophie permettra aux coopérateurs de travailler ensemble, de partager et de dialoguer. Ce sera selon notre entendement la pierre angulaire de la Réconciliation Nationale.
- Séminaires sur la conception, élaboration, exécution et suivi des projets ainsi que sur l'administration et la gestion coopérative.
- Faire le suivi et l'évaluation de ce programme.

III. Les activités prévues

A. Réhabilitation des infrastructures pré-existantes endommagés par la guerre

Il existe 22 écoles primaires et 11 écoles secondaires de l'AEBR. Tous ces établissements ont été quasiment détruits et pillés, si bien même certaines fonctionnent aujourd'hui c'est dans des conditions difficiles. Nous avons commencé déjà à les rééquiper et les redynamiser.

L'AEBR disposait de 3 centres de santé, eux aussi ont été endommagés. Leur réfection et équipement sont dans cette priorité intitulé ci-haut. Nous avons commencé également à les faire démarrer. Le Bureau de Développement compte organiser des séances de formation en santé communautaire.

Il existe 14 régions ecclésiastiques qui ont chacune au moins une église partiellement détruite et pillée, 3 centres de santé, 2 centres professionnels et 9 bâtiments des coopératives ayant gravement démolis et pillés.

Les techniciens du Département de Développement se rendront de préférence sur terrain pour évaluer les dégâts avec les bénéficiaires et faire un projet de demande de fonds. Dans le cas où

ils ne pourront pas se rendre sur terrain, ils reçoivent les Pasteurs concernés des idées de projets en leur fournissant les données nécessaires tirées à la base; faute de moyen de déplacement.

B. Assistance aux réfugiés nécessiteux qui rentrent au pays

Normalement, ces réfugiés nécessiteux sont signalés dans certaines communes de la préfecture de Gisenyi, Ruhengeri et Kibuye. En effet ce sont en grande partie des anciens réfugiés de 1959 qui habitaient les zones de Masisi et Rutshuru (Zaïre). Après avoir fui une guerre civile qui y sévissait, ils ont été dépouillés du peu de biens qu'ils ont pu amener à la frontière Zaïro-Rwandaise par des militaires Zaïrois. Comme les communes qu'ils ont occupées ont un sol très fertile, le bureau de développement a orienté leur demande d'aide vers les semences et les intrants agricoles. Ainsi dans le temps à venir, ces réfugiés pourront être autosuffisants. Notez que le Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale leur a donné des terres et des parcelles pour habiter.

C. Promotion du mouvement associatif

Avant la guerre, le département de développement animait 18 groupements agricoles et 2 ateliers de couture des dames.

Naturellement avec la guerre, les bâtiments de ces coopérations ont été détruits et les membres ont été tués, ou ont fui à l'étranger. Le Département de développement se propose donc:

- De veiller à la réfection et à l'équipement des bâtiments détruits
- Animer la population pour une adhésion massive des membres.
- Organiser des séminaires de formation:

- * Administration et gestion d'une coopérative
- * Concevoir, élaborer, exécuter et faire le suivi d'un projet

Ces séminaires seront suivi par les pasteurs, les responsables des écoles et les responsables des coopératives et d'autres groupements.

- Créer de nouvelles coopératives.

D. Auto-emploi de la jeunesse

Quatre menuiseries et trois briqueterie et tuilerie étaient opérationnelles avant la guerre.

Actuellement aucune des deux ne fonctionne puisque tout le matériel a été pillé. Pourtant après la guerre, beaucoup de jeunes sont désœuvrés puisque les écoles sont chères et difficile à trouver et plus la jeunesse a tendance à laisser les activités agricoles aux plus âgés. C'est pourquoi nous voudrions être un catalyseur pour les animer à se regrouper dans des associations. Notez que le marché de leurs produits de menuiserie ou briquetterie et tuilerie sont agogo car la reconstruction et réfection se font sentir dans tout le pays.

Le bureau de développement se propose de multiplier ces centres de formation professionnelle pour occuper cette jeunesse désœuvrée.

N.B.: Les projets sont conçus avec la base, ils sont élaborés, exécutés avec elles: Le suivi et l'évaluation doivent se faire également avec elle en collaboration avec notre Département. Le suivi des projets se fera 1 fois par trimestre, tandis que l'évaluation sera à la fin de chaque projet.

E. Assistance aux veuves et orphelins

- Il s'agira de soulager leur détresse en les aidant à réfectionner leurs maisons détruites pendant les événements tragiques d'avril-juillet 94
- Leur assurer un petit équipement ménager de base
- Leur assurer de la semence et outils agricoles pour leur auto-suffisance alimentaire.
- Leur stimuler à se regrouper en Mouvements Associatifs pour essayer de résoudre en commun leurs problèmes dûs aux exigences naturels connus par notre pays. Bref les aider à s'auto-suffire en vue de leur permettre à éduquer leurs orphelins.
- Assister les orphelins en équipements scolaires (uniformes, objets scolaires et frais de scolarité) pour ceux n'ayant aucun membre de famille rescapé des massacres et génocide au Rwanda en avril-juillet 95.

IV. JUSTIFICATION DU BESOIN

Selon notre entendement, la gestion dde ce Programme quinquennal inclut 5 opérations importantes que nous pouvons énumérer dans l'ordre suivant:

Gérer: Planifier, Organiser, Administrer, Contrôler et Evaluer toutes ces opérations. Il va de soi que celles-ci seront réalisées par le Département de Développement de l'AEBR, à l'égard de tous les Projets dont l'AEBR suscite l'éclosion.

Pour y arriver, des ressources sont nécessaires. Parmi celles-ci, nous soulignons le besoin d'un matériel roulant pouvant assurer le déplacement en commun de plusieurs agents. Ce Projet rendra service non seulement à l'Eglise mais aussi à toutes les populations touchées par notre département de Développement qui encadre à présent plusieurs Projets socio-économiques situés dans toutes les Préfectures du pays (voir chapitre de "champ & type d'activités"

Aujourd'hui, il nous est parfois difficile d'atteindre tous les Projets car il nous arrive d'emprunter le transport public (taxi muni-bus, de transport en commun), de demander des rift, ou de faire le pieds. Quand nous marchons à pieds pour visiter les veuves et les orphelins, ou visiter les Projets initiés par la population, ou entendre leurs problèmes, il y a des endroits où nous faisons 5 heures de marche à pieds (surtout dans la préfecture de Kibuye, Gikongoro, Byumba, Kibungo, Gisenyi et Cyangugu).

Signalons qu'avant la guerre l'AEBR disposait de 5 véhicules et de 2 motos qui, malheureusement ont été pillés, parmi lesquels un véhicule tout terrain et une moto appartenant au Département de Développement. Ce véhicule et cette moto servait au Département de Développement/AEBR pour la gestion de Projets encadrés par lui. A présent, l'AEBR dispose d'un véhicule du Représentant Légal, nous offert en avril 95 par des bienfaiteurs. Celui-ci l'assiste dans ses fonctions ecclésiastiques et ne suffit pas pour nous permettre d'atteindre notre but de Réhabilitation et d'Assistance urgente.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre Organisme de nous assister avec un véhicule tout-terrain (puisque les routes non asphaltées sont parfois boueuses et glissantes) et de préférence à consommation de Mazout comme carburant.

Voici en annexe notre champ d'Activités

CHAMP & TYPE D'ACTIVITES

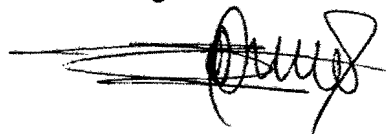
Préfecture	Commune	Régions ecclésiastique	Type de Projet	Activités
1. Kigali-Ville	Kacyiru	Préfecture de la Ville de Kigali	<ul style="list-style-type: none"> -Assistance aux veuves & orphelins de Kacyiru -Restaurant des veuves "Umuhoza" -Commercialisation des Produits de 1^{ère} nécessité -Valorisation de l'argile à RUNDA -Garage pour Jeunes de MUHIMA 	<ul style="list-style-type: none"> -Restaurant -Boutique -Briqueterie -Garage pour automobiles
2. Kigali-rurale	Gashora	Bugesera	<ul style="list-style-type: none"> - Association des femmes couturières de Bugesera -Atelier de menuiserie -Coopérative Agricole des Jeunes -Assistance aux veuves & orphelins de Gashora -Briqueterie de Gashora 	<ul style="list-style-type: none"> -Couture pour enfants, jeunes filles et dames -Travail du bois -Agriculture du manioc, sorgho, haricot et légumes, arachides -Fabrique des briques
3. Kibungo	Rukira	Kibungo	<ul style="list-style-type: none"> -Redynamiser la coopérative rizicole de NYACYONGA -Projet du Petit Elevage à l'EAV-GITWE -Atelier de menuiserie de GITWE -Redémarrage du moulin des céréales de SAKE 	<ul style="list-style-type: none"> -Culture du riz -Elevage des chèvres, poules pondeuses -Travail du bois -Moudre les céréales
4. Byumba	Murambi	Byumba	<ul style="list-style-type: none"> -Redynamiser l'atelier de couture des dames de NYAGASIGA -Redynamiser l'atelier de menuiserie de NYAGASIGA -Coopérative Agricole de Byumba -Assistance aux indigents de Byumba 	<ul style="list-style-type: none"> -Couture pour enfants jeunes et adultes -Travail du bois -Culture du sorgho, haricot, légumes, arachides. -Orphelins et veuves
05. Kigali rurale et Rubungo	Bicumbi	Buganza-Sud	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation de l'école Primaire MWULIRE -Redynamiser de l'atelier de menuiserie de MWULIRE -Assistance aux indigents de BICUMBI 	<ul style="list-style-type: none"> -Rééquipement de l'école -Travail du bois et fabriques des objets en bois. -Orphelins & veuves
06. Butare	Rusatira	Butare	<ul style="list-style-type: none"> -Projet briqueterie et tuilerie de MAGU 	<ul style="list-style-type: none"> -Fabrique des briques et tuiles cuites

			<ul style="list-style-type: none"> -Groupement Agricole de MAGU -Assistance aux indigents de BUTARE 	<ul style="list-style-type: none"> -Culture des légumes Orphelins & veuves
07. Gikongoro	Musange	Gikongoro	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation de l'Ecole secondaire MUSANGE(ESECOMU) -Atelier de menuiserie de NYARUZI -Installation d'une turbine hydro-électricité à MUSANGE -Assistance aux indigents de Gikongoro (Orphelins et veuves) 	<ul style="list-style-type: none"> -Rééquipement de l'ESECOMU -Travail du bois et fabrique des objets en bois (meubles...) -Production de l'électricité en vue de moulinner les céréales Orphelins et veuves
08. Cyangugu	Kamembe	Cyangugu -Ouest	<ul style="list-style-type: none"> -Riziculture à Bugarama -Redémarrage du moulin de Kamembe -Dispensaire à Bugarama 	<ul style="list-style-type: none"> -Culture du riz -Moulin des céréales et manioc -Soigner les gens qui souffrent de la malaria car cette région est la bastion de cette maladie
09.Cyangugu	Kagano	Cyangugu-Est	<ul style="list-style-type: none"> -Groupement agricole de KAGANO -Assistance aux indigents de KAGANO -Ateliers de menuiserie de KAGANO 	<ul style="list-style-type: none"> Culture des pommes de terre, colocal, légumes. Orphelins et veuves Fabrique des objets en bois
10. Kibuye	Mabanza	Kibuye	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation du Groupe Scolaire de BUMBA -Assistance aux indigents de Kibuye (orphelins et veuves) -Groupements Agricoles de KAGANO -Assistance aux réfugiés en semences & intrants agricoles -Atelier de menuiserie de BUMBA 	<ul style="list-style-type: none"> -Reconstruction des Homes pour garçons et filles -Reconstruction des logements des professeurs -Culture des pommes de terre, légumes -Travail des objets en bois
11. Gisenyi	Kayove	Kivu-Lac	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation du Groupe Scolaire de NYAGAHINIKA -Assistance aux réfugiés en semences & intrants agricoles -Assistance aux orphelins & veuves -Briqueterie et tuilerie de GAHONDO -Atelier de menuiserie 	<ul style="list-style-type: none"> -Rééquipement en pupitres, livres, -Refection des installations sanitaires -Outils agricoles & semences -Fabrique des briques & tuiles cuites -Travail du bois

			de CYIMBILI -Rédemarrage de la planification caféière de CYIMBILI	-Culture et entretien du café
12. Gisenyi	Rubavu	Gisenyi	-Réhabilitation du collège Baptiste GACUBA II -Atelier de couture pour dame -Elevage des poules pondeuses -Atelier de menuiserie -Assistance aux indi- gents de Gisenyi (orphelins & veuves) -Assistance aux réfugiés semences & intrants agricoles	-Rééquipement de cette école en matériel de laboratoire médicale -Couture pour enfants, filles, garçons et dames -Production des oeufs -Travail du bois -Orphelins et veuves -Outils agricoles & semences
13. Gisenyi	Mutura	Birunga	-Atelier de menuiserie -Assistance aux orphelins & veuves -Groupement agricole COPABIHA -Assistance aux réfugiés en semences & intrants agricoles	-Travail du bois -Culture des pommes de terre, légumes -Outils agricoles & semences
14. Gisenyi	Gaseke	Kingogo	-Dispensaire de NYAMISA -Atelier de couture pour dame -Assistance aux réfugiés en semence & intrants agricoles -Briqueteriede KABAYA -Assistance aux indi- gents de Kingogo (orphelins & veuves)	-Rééquipement du dispensaire en médicaments & matériel médical -Couture d'habits pour enfants, filles, garçons & dames -Outils agricoles & semence -Production des briques & tuiles -Orphelins & veuves
15. Ruhengeri	Nkuli	Buhoma	-Briqueterie & tuilerie de Nanga -Assistance aux réfugiés en semence & intrants agricoles -Groupement Agricole de Nanga -Assistance aux indi- gents de BUHOMA (orphelins & veuves)	-Production des briques & tuiles -Culture de pomme de terre & légumes -Culture de la pomme de terre & légumes -Orphelins & veuves
16. Ruhengeri	Kigombe	Ruhengeri	-Groupement Agricole CAMGI	-Culture des pommes de terre, légumes

			<ul style="list-style-type: none"> -Assistances aux réfugiés en sémences & intrants agricoles -Atelier de menuiserie de Gashangiro -Briqueterie & tuilerie de Ruhengeri -Assistance aux indigents de Ruhengeri (Orphelins & Veuves) 	<ul style="list-style-type: none"> -Travail du bois -Production des briques & tuiles -Orphelins & veuves
17. Ruhengeri	Nyamugali	Buberuka	<ul style="list-style-type: none"> -Groupement Agricole ABIZERA -Elevage du petit bétail (chèvres & moutons) -Assistance aux réfugiés en semence & intrants agricoles. -Briqueterie & tuilerie de BASE -Assistance aux indigents de BUBERUKA (orphelins & veuves) 	<ul style="list-style-type: none"> -Culture des pommes de terre, légumes -Production d'engrais naturel -Fabrique des briques & tuiles -Orphelins & veuves

Rév. Pasteur BASHAKA Faustin
Représentant Légal de l'AEBR





FOUNDATION BARAKABAHO

B. P. 2669 KIGALI
Compte
B.C.R Kigali

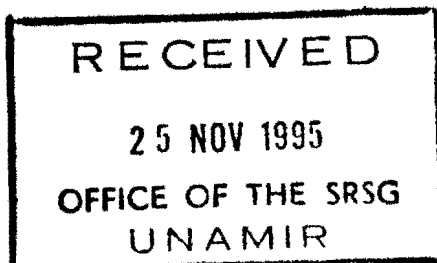
B.K. N° 040-6026360-74/USD

Tel: 250 - 77831 (Office)
250 - (Home)
Fax: 250 77831

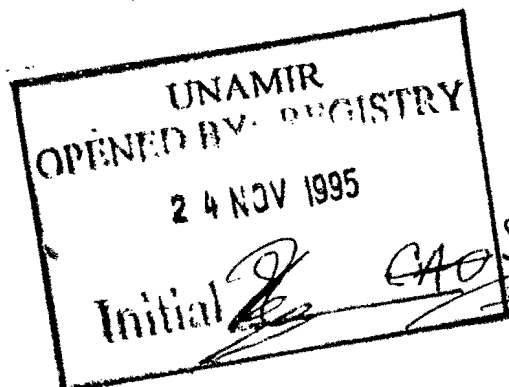
v/kel

U/R/072/16.02./BAR. F./95

Objet: Demande d'Aides



Le: 23 11 95



Mission des Nations Unies pour
l'Assistance au Rwanda (MINUAR)
KIGALI

Messieurs,

ED
Mr. [Signature]
24.11.95
[Signature]

Nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous octroyer des véhicules dont un Camion et/ou Camionnette pour le transport des denrées alimentaires destinées aux Orphelins supportés par notre Association et une Voiture pour les déplacements qui s'avèrent indispensables.

En effet Messieurs, notre Association étant une Organisation Sans But Lucratif qui a été agréée par l'Arrêté Ministériel n° 35/05 du 16 février 1995 et s'occupe des Orphelins se trouvant dans des Familles d'accueil.

Nous tenons à vous informer que nous possédons quelques lots des denrées alimentaires offertes par certains Bienfaiteurs tant Nationaux qu'Internationaux mais malheureusement notre Association éprouve des difficultés de les distribuer "A qui de droit".

Comme votre Mission épaula aussi des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) locales dans leurs besoins et que la notre se trouve dans la nécessité, nous formulons cette requête afin de voir comment nous accorder un Camion et/ou Camionnette qui serait affecté (e) au Service qui s'occupe de la distribution desdites denrées alimentaires d'une part

./2

Reçu le 27 NOV. 1995

Barakabaho !!!

Qu'il vivent !!!

May they live !!!

KABALESA Pierre/Duver.-

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

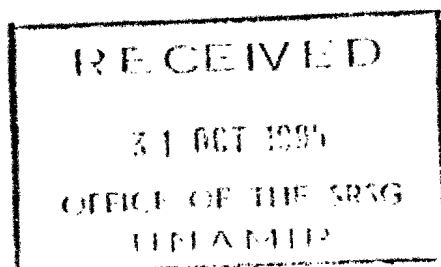
TO: A: Mr. Dao		
FROM: DE: Wilfrid de Souza <i>WS</i>		
Room No. - No de bureau	Extension - Poste	Date 02/11/95
FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Please have this translated
into English by Mr. Frank.
Then bring it to the attention
of HAC and UNDP and prepare
reply.

Thank you.

REPUBLIQUE RWANDAISE
ASOFERWA (ASBL)
ASSOCIATION DE SOLIDARITE
DES FEMMES RWANDAISES
Tél : 7.39.84
Fax : 7.39.85
B.P. 565
K I G A L I

Kigali, le 18/10/1995



N/Réf : 1/084/CD/95/M.G.N

[Handwritten signature]

A Son Excellence l'Ambassadeur **Shaharyar KHAN**
Représentant spécial du Secrétaire
Général des N.U. au Rwanda
S/C Ambassadeur **Lamine CONDE**
Conseiller Politique P.
à K I G A L I

Objet : Demande d'assistance à l'ASOFERWA
Association de Solidarité des Femmes Rwandaises.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons l'honneur de vous écrire pour solliciter une assistance à l'Association de Solidarité des Femmes Rwandaises (ASOFERWA) a.s.b.l

L'ASOFERWA, est une jeune organisation née après les dramatiques événements de l'an passé pour venir en aide aux victimes de la guerre, du génocide et des massacres politiques spécialement les femmes et les enfants.

L'ASOFERWA a obtenu son agrément par arrêté ministériel du 10 Mai 1995. Elle est également enregistrée auprès du HACU (MINIREISO).

Nous encadrons actuellement une vingtaine de groupements féminins dans 4 Préfectures du pays, à savoir Kigali-ville, Kigali-rural, Gitarama et Byumba dans les activités génératrices de revenus, la reconstruction de l'habitat et dans le parrainage des enfants non accompagnés et des orphelins.

L'ASOFERWA voudrait atteindre progressivement les groupes vulnérables sur l'ensemble du pays. A cet effet, elle compte ouvrir des antennes au niveau de chaque préfecture pour être le plus près possible des femmes et des enfants à la base afin de mieux les encadrer.

Pour atteindre ces objectifs, cette jeune ONG locale dispose de très peu de moyens aussi bien matériels que financiers. C'est ainsi qu'elle recourt à vous, Excellence, pour renforcer sa capacité d'intervention et d'appui aux groupes vulnérables.

Reçu le 1 NOV. 1995